



**RECENSION DES ÉCRITS SUR LES CONCEPTS,
LES ENJEUX ET LES INITIATIVES ALIMENTAIRES :**

VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Willy Tshonda Onema

Programmes de santé publique
et communautaire de la Faculté
des sciences infirmières,
Université Laval

Nori Cadorette Sirois

Organisme La Ruche
d'art Kokomino

Émilie Parent

Organisme La Ruche
d'art Kokomino

Laurence Guillaumie

Programmes de santé publique
et communautaire de la Faculté
des sciences infirmières,
Université Laval

QUÉBEC, CANADA - MAI 2024

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
RÉSUMÉ	4
FAITS SAILLANTS	5
1. INTRODUCTION	8
2. OBJECTIFS	10
3. MÉTHODOLOGIE	11
4. RÉSULTATS	12
4.1 LES CONCEPTS CLÉS POUR COMPRENDRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AUTOCHTONES	12
4.1.1 La reconnaissance et les contributions des savoirs autochtones	12
4.1.2 Les systèmes alimentaires	13
4.1.3 La souveraineté alimentaire	13
4.1.4 La souveraineté alimentaire autochtone	14
4.1.5 L'(in)sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation	16
4.1.6 L'approche décoloniale	17
4.1.7 L'empowerment	18
4.1.8 Le colonialisme	19
4.1.9 L'appropriation culturelle	20
4.2 ENJEUX LIÉS À L'ALIMENTATION DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AU QUÉBEC	21
4.2.1 Enjeux politiques	21
4.2.2 Enjeux socioéconomiques et de santé	22
4.2.3 Enjeux environnementaux	23
4.3 VÉCUS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES EN LIEN AVEC LEUR SYSTÈME ALIMENTAIRE	23
4.4 INITIATIVES ET POLITIQUES RENFORÇANT LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DES COMMUNAUTÉS	27
4.4.1 Serres communautaires, jardins communautaires et jardins scolaires	28
4.4.2 Projets agricoles et des formations agricoles	29
4.4.3 Cuisines de transformation communautaires	29
4.4.4 Réduction des frais de transport des aliments et des coûts des aliments frais et sains dans les épiceries	30
4.4.5 Renforcement des activités alimentaires traditionnelles	30
4.4.6 Rédaction de politiques alimentaires et législation par les communautés	31
4.4.7 Programmes d'apprentissage et d'éducation	31
4.4.8 Les initiatives de dépannage alimentaire	32
4.4.9 Les programmes alimentaires dans les écoles	32
4.4.10 Outils d'évaluation pour mesurer la souveraineté alimentaire	33
4.4.11 Les bénéfiques des interventions à composantes multiples	33
5. CONCLUSION	35
6. RÉFÉRENCES	43

AVANT-PROPOS

Cette revue de la littérature s'inscrit dans le cadre du projet de recherche COSAM (COalition pour le Système Alimentaire de la Mauricie). Ce projet, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada jusqu'en 2025, vise à brosser un portrait des enjeux et des besoins du système alimentaire de la Mauricie et à mener des études ciblées dont le but est de soutenir la transition socioécologique du territoire vers davantage de durabilité. Le projet COSAM comprend plusieurs volets, dont un volet indépendant et spécifiquement dédié à appuyer l'autodétermination et la souveraineté alimentaire par, pour et avec les membres des communautés de Wemotaci et d'Opitciwan.

Cette revue de la littérature a été réalisée avec le soutien de Nori Cadorette Sirois (coordonnatrice) et Émilie Parent (chercheuse indépendante) de La Ruche d'art Kokomino, un organisme à but non lucratif de Wemotaci. Ses activités se concentrent sur l'éducation populaire à travers des activités artistiques et de jardinage. Émilie Parent développe des projets en sécurité alimentaire avec la Ruche d'art depuis 2020.

La présente revue de la littérature a été rédigée de façon à faire la synthèse des données existantes dans la littérature scientifique et grise sur les enjeux liés à l'alimentation des communautés autochtones du Québec. Elle a été rédigée à l'attention des communautés autochtones, des

décideur.euse.s politiques, et des organisations communautaires. Ce rapport présente la notion de souveraineté alimentaire autochtone et les initiatives et politiques alimentaires fréquemment mobilisées dans les communautés autochtones. Cette recension aborde également les enjeux à prendre en compte et fournit des informations pouvant enrichir les discussions.

Nous espérons que ce rapport pourra contribuer à mettre en place des actions concrètes et des politiques adaptées pouvant renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones au Québec.

Willy Tshonda Onema



RÉSUMÉ

Les systèmes alimentaires traditionnels des communautés autochtones du Québec et du Canada sont très variés. Ils peuvent être basés sur la chasse, la pêche, la cueillette et/ou l'agriculture, et illustrent une remarquable harmonie avec la nature et une compréhension approfondie des cycles écologiques et des principes de durabilité. Transmise de génération en génération, cette richesse de savoirs révèle une intime connexion avec la terre, mais aussi une adaptabilité aux changements. Néanmoins, les politiques coloniales limitant l'accès aux territoires traditionnels, aggravées par des problèmes de pollution, de perte de biodiversité et de changements climatiques, ont poussé de nombreuses communautés à dépendre d'une alimentation hautement transformée, avec des conséquences néfastes pour la santé. Malgré ces obstacles, les communautés autochtones font preuve de résilience et ne reculent pas face à leurs aspirations de souveraineté alimentaire.

Dans ce contexte, la présente revue narrative de la littérature a été menée afin de présenter la notion de souveraineté alimentaire autochtone et les concepts associés, de broser un portrait des défis de l'alimentation dans les communautés autochtones au Québec, de présenter les vécus des communautés autochtones en lien avec leurs systèmes alimentaires, et de documenter des initiatives et politiques alimentaires souvent mobilisées au sein des communautés autochtones.

Cette revue de la littérature a permis de situer ce qui est spécifique à la notion de souveraineté alimentaire et ses contributions pour l'autodétermination et la sécurisation culturelle. Cette revue a mis en évidence les enjeux politiques, socioéconomiques, sanitaires et environnementaux affectant la souveraineté alimentaire des communautés autochtones au Québec. Les problèmes d'accès aux aliments traditionnels, d'insécurité alimentaire et de perte des savoirs traditionnels sont exacerbés par les faibles revenus et le coût élevé des aliments sains.

Des initiatives visant à renforcer la souveraineté alimentaire ont été identifiées, y compris le soutien aux pratiques traditionnelles liées à la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture, la création de potagers et de serres, les formations en agriculture ou en jardinage dédiées aux membres de la communauté, les aides financières pour le transport des denrées alimentaires, ainsi que les mesures fiscales pour faciliter l'accès des personnes aux aliments sains. Cependant, il importe de souligner que l'ensemble des documents abordaient peu les enjeux liés à la reconnaissance des savoirs autochtones et les relations avec les organisations politiques extérieures aux communautés. Cette lacune souligne l'importance d'approfondir la compréhension de ces enjeux pour surmonter les barrières systémiques au déploiement d'une souveraineté alimentaire des communautés.

FAITS SAILLANTS

La présente recension de la littérature scientifique et grise a permis d'explorer les différents concepts permettant d'appréhender les systèmes alimentaires autochtones. Parmi ces concepts figurent les savoirs autochtones, les systèmes alimentaires, la souveraineté alimentaire, la souveraineté alimentaire autochtone, l'(in)sécurité alimentaire, le droit à l'alimentation, l'approche décoloniale, l'autodétermination, le colonialisme et l'appropriation culturelle.

Les savoirs autochtones sont essentiels aux systèmes alimentaires des peuples autochtones. Ils englobent des compréhensions, compétences et philosophies développées par les nations autochtones grâce à une interaction prolongée avec l'environnement naturel. Bien que souvent marginalisés, ils méritent d'être reconnus et valorisés au même titre que les savoirs scientifiques occidentaux.

Les systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones au Québec et au Canada sont basés sur la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture. Ils mettent l'accent sur les pratiques alimentaires traditionnelles, la relation sacrée avec la nature et la transmission intergénérationnelle des connaissances.

La souveraineté alimentaire autochtone est un concept qui s'inscrit dans les luttes autochtones pour la décolonisation, la revitalisation culturelle et l'autodétermination en matière alimentaire. Elle réfère au droit des communautés autochtones de définir leurs propres systèmes alimentaires, de cultiver et consommer des aliments traditionnels, et de maintenir leur connexion à la terre et aux ressources naturelles.

La sécurité alimentaire repose sur les piliers de la disponibilité, de l'accès, de l'utilisation et de la stabilité des aliments. La notion de souveraineté alimentaire prend mieux en compte les dimensions culturelles, nutritionnelles, et d'accès aux aliments locaux traditionnels que

celle de sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les communautés autochtones du Québec et du Canada, entre autres en raison de la colonisation et de la perte de connaissances traditionnelles.

Le droit à l'alimentation, reconnu internationalement, oblige les États à respecter l'accès à la nourriture et à renforcer les systèmes alimentaires autochtones. Il offre un cadre holistique permettant aux peuples autochtones d'améliorer leur sécurité alimentaire et de préserver leurs traditions et cultures.

Une approche basée sur l'autodétermination vise à soutenir les individus et les collectivités, en mettant l'accent sur leurs capacités, leurs forces et leurs ressources. Les interventions axées sur l'autodétermination favorisent les changements sociaux et contribuent à réduire les inégalités, en particulier pour les groupes marginalisés comme les communautés autochtones.

L'approche décoloniale est mobilisée pour le développement d'interventions visant à renforcer la souveraineté alimentaire autochtone. Cette approche cherche à rééquilibrer les relations de pouvoir dans les interventions qui soutiennent la souveraineté alimentaire autochtone et à restaurer le contrôle communautaire sur les systèmes alimentaires. Son objectif est de redonner du pouvoir aux peuples autochtones en reconnaissant leurs savoirs, valeurs et croyances.

Le colonialisme a exercé une influence considérable sur les systèmes alimentaires autochtones, en restreignant l'accès aux territoires traditionnels et aux ressources naturelles, ce qui a engendré des conséquences néfastes sur les plans identitaire, culturel et sanitaire.

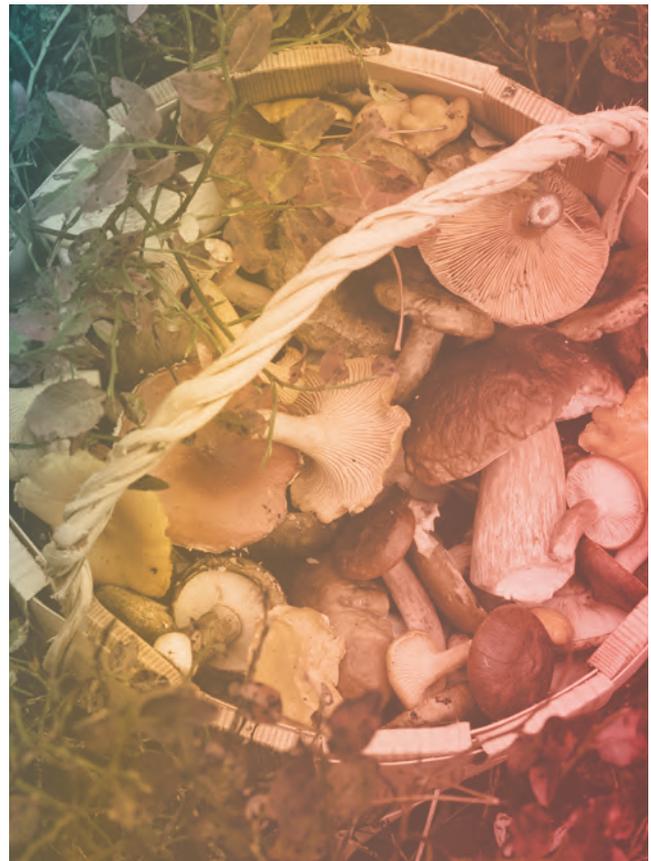
L'appropriation culturelle constitue une forme de néocolonialisme qui favorise une expropriation des ressources des personnes colonisées (ex. : liées aux plantes, aux animaux et aux épices) et qui met en péril la survie culturelle des peuples autochtones. L'appropriation culturelle consiste souvent à s'adonner à une réduction simpliste et stéréotypée des traditions autochtones en les déconnectant de leur signification culturelle et de leur importance spirituelle, ainsi qu'en les dévalorisant de manière à les réduire à de simples éléments de mode.

Cette recension a également permis de documenter les défis liés à l'alimentation auxquels sont souvent confrontées les communautés autochtones du Québec. Ces défis résultent des politiques coloniales qui ont restreint leur accès à leurs territoires traditionnels et les ont rendues dépendantes d'une alimentation hautement transformée, souvent riche en sucre, en sel et en gras.

Les politiques coloniales de dépossession des terres et d'assimilation ont limité la transmission de la culture, de la religion, de la langue traditionnelle et des savoirs ancestraux, créant un traumatisme historique qui a également affecté l'utilisation des systèmes alimentaires autochtones au Québec.

L'exclusion historique des peuples autochtones des processus décisionnels perpétue leur manque d'autodétermination en ce qui concerne les questions territoriales et alimentaires. Les relations politiques entre les communautés autochtones au Québec comme dans le reste du Canada et les organisations extérieures sont souvent marquées par des déséquilibres de pouvoir, où les communautés autochtones se trouvent dans une position moins favorable en termes d'influence par rapport aux gouvernements et aux institutions non autochtones.

Les obstacles liés au transport et à la logistique, tels que l'éloignement géographique, le manque



d'infrastructures de transport adéquates et les coûts élevés, rendent difficile l'approvisionnement en aliments sains et abordables dans les communautés autochtones éloignées et isolées.

Combinées à des enjeux socioéconomiques, y compris la pauvreté, les revenus insuffisants, le chômage, le sous-emploi et les conditions de logement précaires, ces problématiques ont donné lieu à une augmentation des problèmes d'accès à une alimentation saine et nutritive, à des maladies liées à l'alimentation, comme l'obésité et le diabète et plus généralement à une diminution de la santé physique et psychosociale.

De graves enjeux environnementaux affectent également les systèmes alimentaires autochtones du Québec, notamment la dégradation de l'environnement, la présence de contaminants, la perte de biodiversité et les changements climatiques, ce qui réduit la disponibilité et l'accessibilité des aliments traditionnels et accentue la dépendance des communautés autochtones à une alimentation hautement transformée.

Les études visant à documenter les vécus des membres des communautés autochtones en lien avec leurs systèmes alimentaires révèlent que les principales préoccupations concernent l'accès limité aux aliments traditionnels et culturels, la perte progressive des savoirs traditionnels liés à l'alimentation et le coût élevé des aliments frais et sains. Des données ont été colligées dans plusieurs communautés autochtones, notamment la nation Kanien'kehá:ka, qui fait partie de la Confédération Haudenosaunee (comprenant également les nations Cayuga, Oneida, Seneca, Onondaga et Tuscarora) ; la communauté de Georgina Island de la nation Anishinabé ; la Première Nation de Beausoleil de la nation des Chippewas ; la Première Nation Anishinabe de Curve Lake ; la Première Nation Anishinabe de Rama, ainsi que la nation atikamekw (comprenant les communautés de Wemotaci, Opitciwan et Manawan). Dans la communauté Atikamekw d'Opitciwan, une étude a souligné que les jeunes générations ont développé une préférence pour les aliments transformés en raison du manque de connaissances et d'accès aux aliments traditionnels. Dans la communauté Atikamekw de Wemotaci, une étude a souligné le rôle central des femmes, que ce soit dans la transmission des savoirs et dans la gouvernance territoriale.

Cette recension a aussi permis de dégager un portrait des initiatives mobilisées pour renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones.

L'augmentation de la production et de la transformation alimentaire locale, notamment par l'implantation de serres, de potagers et de cuisines communautaires, représentait les initiatives les plus fréquentes. Une attention pouvait être portée à soutenir l'utilisation des aliments traditionnels.

La promotion des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de cueillette pouvait consister à organiser des activités de transfert de connaissances (ex. : expéditions, ateliers dans les écoles) et à faciliter l'accès au matériel et équipements nécessaires.

L'établissement de programmes de subvention des projets agricoles et d'approvisionnement en denrées alimentaires contribue à couvrir les coûts de transport du matériel et des denrées alimentaires vers les communautés autochtones éloignées et isolées.

L'implantation de mesures fiscales pour favoriser l'accès aux aliments sains par les communautés autochtones, telles que l'interdiction des plantes et aliments génétiquement modifiés.

La mise en place de programmes dans les écoles, tels que l'implantation de jardins scolaires, d'ateliers de jardinage et d'activités culinaires, dans le but de sensibiliser les élèves à une alimentation saine, de renforcer leurs compétences en matière de nutrition et de favoriser une meilleure relation avec les aliments.

L'offre de services d'aide alimentaire au sein des communautés autochtones, tels que les banques alimentaires, la distribution de paniers alimentaires, de coupons alimentaires et de repas sains et culturellement adaptés, a été identifiée comme des ressources essentielles pour répondre aux besoins alimentaires des communautés autochtones.

Le développement d'outils et d'activités d'évaluation de la souveraineté alimentaire au sein des communautés autochtones. Ces outils visent à aider les communautés autochtones à reconstruire leurs systèmes alimentaires locaux et à orienter leurs efforts.

En conclusion, cette recension a permis de brosser un portrait des concepts contribuant à mieux comprendre les systèmes alimentaires autochtones. Elle souligne notamment l'importance de reconnaître et de valoriser les savoirs autochtones, de soutenir la souveraineté alimentaire autochtone et de promouvoir des approches décoloniales dans le but de rétablir l'équilibre entre les peuples autochtones et leur environnement alimentaire. Cela contribuera à préserver les cultures, les traditions et les ressources naturelles, tout en renforçant la résilience des communautés autochtones face aux défis actuels.



1. INTRODUCTION

Les systèmes alimentaires autochtones sont considérés comme un don sacré de la nature et/ou du Créateur par les communautés autochtones (Coté, 2016; FAO; et al., 2021; Lemke & Delormier, 2017). Ils sont étroitement liés à la nature et ancrés dans les traditions culturelles, la transmission intergénérationnelle des savoirs, la générosité et le partage communautaire des aliments (FAO, 2021; Lemke & Delormier, 2017; Robin, 2022). Ils jouent un rôle crucial en ce qu'ils fournissent des aliments sains et nutritifs qui bénéficient directement à la santé et au bien-être global des peuples autochtones (FAO, 2021; FIDA, 2021). Ils permettent aux communautés autochtones d'être connectées à leur identité culturelle, de consommer des aliments nutritifs, de partager leur propre nourriture, d'utiliser des plantes médicinales traditionnelles, et d'utiliser leurs langues et leurs connaissances (Shukla & Settee, 2020). Ces pratiques culturelles contribuent également à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes (FIDA, 2021). Malgré des caractéristiques communes, chaque système alimentaire autochtone est profondément distinct et reflète la réalité des peuples autochtones, ainsi que les régions géographiques et les écosystèmes dans lesquels ils vivent (FAO, 2021).

Au Québec, comme dans le reste du Canada, les systèmes alimentaires autochtones ont subi d'importantes transformations. Les politiques coloniales ont perturbé les liens entre les communautés autochtones et leurs terres traditionnelles, entraînant la perte de pratiques alimentaires essentielles et contribuant à des problèmes de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle (Delormier & Marquis, 2018). De plus, les politiques sur les terres et les ressources naturelles ont limité l'accès aux terres

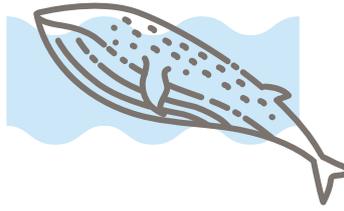
nécessaires à la chasse, la pêche et la cueillette, entraînant une hausse de la dépendance des communautés autochtones envers l'économie alimentaire mondiale et les aliments ultra-transformés (Conseil des académies canadiennes, 2014; Kuhnlein & Chotiboriboon, 2022). En outre, les enjeux socioéconomiques tels que la pauvreté, le chômage et le sous-emploi ont rendu difficile l'accès à des aliments frais et sains (Leblanc-Laurendeau, 2020). Cette situation est aggravée par les coûts élevés de transport nécessaires pour acheminer des aliments sains vers les communautés éloignées et isolées, ce qui entraîne des prix élevés pour les produits frais et sains (Kristin et al., 2017). Cela a causé une augmentation des problèmes d'insécurité alimentaire (Leblanc-Laurendeau, 2020), des maladies liées à l'alimentation comme l'obésité et le diabète (Bergeron; et al., 2015) et, plus généralement, une diminution de la santé physique et psychosociale (Blanchet; & Rochette, 2011). La pollution et les changements climatiques ont également affaibli la disponibilité et la qualité des aliments traditionnels, y compris les espèces animales et végétales sauvages et cultivées, dans plusieurs communautés du Canada (Conseil des académies canadiennes, 2014; Kuhnlein, 2015; Lemke & Delormier, 2017; Zimmermann et al., 2023). À cela s'ajoutent un colonialisme persistant, une marginalisation des points de vue autochtones et une faible participation autochtone aux prises de décisions, qui se perpétuent et continuent d'influencer les systèmes alimentaires autochtones (Robin et al., 2023).

Pour faire face à ces enjeux, diverses initiatives et politiques ont été mises en place dans des communautés autochtones : des cercles de partage et de concertation agroalimentaire, des

guides alimentaires culturellement adaptés, des banques alimentaires, des programmes d'aide à la chasse et à la récolte, des cuisines collectives, des jardins communautaires et collectifs, des serres collectives, des marchés de quartier, des groupes d'achat, des programmes pour l'offre d'aliments sains à moindre coût dans les épiceries, des formations dans le domaine agroalimentaire, etc. (Brisebois; & Audet, 2018; Conseil des académies canadiennes, 2014; Leblanc-Laurendeau, 2020). En outre, un nombre croissant de membres des communautés autochtones, de personnes engagées dans des mouvements souverainistes, d'acteur.trice.s à l'échelle locale et régionale et d'universitaires ont montré leur intérêt à renforcer les systèmes alimentaires autochtones et à adopter une perspective de souveraineté alimentaire afin de répondre de manière plus efficace et adaptée aux défis rencontrés par les membres des communautés autochtones (Blue Bird Jernigan et al., 2021; Conseil des académies

canadiennes, 2014; Déclaration de Nyéléni, 2007; FAO, 2021; FAO; et al., 2021). Cependant, bien que ces initiatives visent à améliorer l'accès aux aliments traditionnels et/ou sains, elles ne répondent pas toujours pleinement aux valeurs et à la vision des communautés autochtones. De plus, elles mobilisent souvent des ressources insuffisantes face aux défis rencontrés, ce qui fait que la situation alimentaire dans de nombreuses communautés tarde à s'améliorer (FAO, 2021; Vijayan et al., 2022). Dans ce contexte, le présent travail, basé sur une revue de littérature, visait à broser un portrait des concepts clés pour comprendre les systèmes alimentaires autochtones, des enjeux rencontrés par les communautés, des vécus des communautés autochtones en lien avec leur système alimentaire et des initiatives et politiques alimentaires mobilisées pour répondre à ces enjeux.



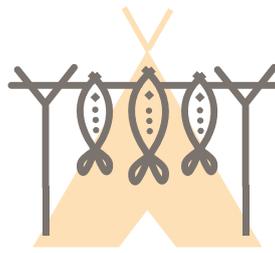


2. OBJECTIFS

La présente étude visait à faire un portrait des données existantes dans la littérature sur les systèmes alimentaires autochtones. Plus spécifiquement, cette revue de la littérature visait à :

- 1) explorer les concepts clés utilisés pour parler des systèmes alimentaires autochtones ;
- 2) documenter les enjeux liés à l'alimentation dans les communautés autochtones au Québec ;
- 3) présenter les vécus des communautés autochtones en lien avec leur système alimentaire ;
- 4) établir un portrait des initiatives et des politiques alimentaires mobilisées dans les communautés autochtones pour la revitalisation de leurs systèmes alimentaires et ultimement pour leur souveraineté alimentaire.





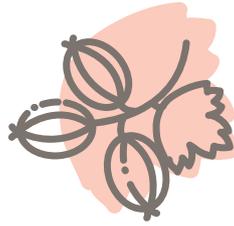
3. MÉTHODOLOGIE

Une revue narrative de la littérature a été réalisée dans le but de synthétiser les connaissances actuelles sur la souveraineté alimentaire autochtone et les enjeux de l'alimentation dans les communautés autochtones au Québec. De façon générale, «l'objectif d'une revue narrative est de présenter un état de connaissances, une synthèse, une information de base ou une vue d'ensemble de la littérature scientifique publiée sur un sujet spécifique» (INSPQ, 2021, p.14). Pour ce faire, une recherche de la littérature scientifique pertinente a été menée dans des bases de données Medline, CAB Abstract, Web of Science et Sciences direct, ainsi que dans les moteurs de recherche Google Scholar et ProQuest. Des mots-clés liés aux systèmes alimentaires, aux communautés autochtones et à la souveraineté alimentaire ont été combinés pour la recherche en français. La même démarche a été effectuée en anglais en combinant les synonymes de *food systems*, *indigenous communities* et *food sovereignty*.

Pour cette recension, les documents répondant aux critères suivants étaient davantage privilégiés :

- 1) être des rapports publiés par des organisations (par exemple des guides méthodologiques ou des rapports organisationnels), des essais, des mémoires, des thèses ou des articles scientifiques ;
- 2) contenir des informations sur les enjeux des systèmes alimentaires autochtones au Québec ;
- 3) nommer et décrire les concepts, initiatives et politiques alimentaires mobilisées dans ces systèmes alimentaires autochtones ;
- 4) être rédigés en français ou en anglais et
- 5) avoir été publiés entre 2000 et 2023 afin de refléter les préoccupations contemporaines.





4. RÉSULTATS

Cette section met en lumière les résultats tirés de la revue de la littérature, mettant l'accent sur les concepts fondamentaux nécessaires à la compréhension des systèmes alimentaires autochtones. Elle examine également les défis alimentaires rencontrés au sein des communautés autochtones du Québec et explore les expériences de ces communautés dans le cadre de leurs systèmes alimentaires. Les initiatives et politiques visant à renforcer ou revitaliser ces systèmes alimentaires seront également présentées.

4.1 LES CONCEPTS CLÉS POUR COMPRENDRE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AUTOCHTONES

Plusieurs concepts sont mobilisés dans la littérature pour comprendre les systèmes alimentaires autochtones et nécessitent d'être présentés, notamment les savoirs autochtones, les systèmes alimentaires, la souveraineté alimentaire, la souveraineté alimentaire autochtone, l'(in)sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation, l'approche décoloniale, l'empowerment, le colonialisme et l'appropriation culturelle.

4.1.1 La reconnaissance et les contributions des savoirs autochtones. Les savoirs autochtones constituent le socle des systèmes alimentaires des peuples autochtones (FAO, 2021). Les Nations Unies décrivent les savoirs traditionnels des peuples autochtones comme «des connaissances, compétences et philosophies élaborées par les communautés autochtones grâce à une interaction continue avec leur environnement naturel. Ces savoirs éclairent les choix liés aux différents aspects de la vie quotidienne et s'inscrivent au cœur d'un ensemble culturel comprenant la langue, les méthodes de classification, les modalités d'exploitation des ressources, les interactions sociales, ainsi que les rites et la spiritualité. Ces savoirs distinctifs sont cruciaux pour la diversité culturelle mondiale et constituent le fondement d'un développement durable qui respecte les

spécificités locales» (UNESCO, 2017, cité par British Colombia environmental assessment office, 2020, p. 5, trad. libre).

Depuis des millénaires, les savoirs autochtones reposent sur l'observation, le savoir-faire, les technologies locales appropriées, les techniques, les récits de création et les pratiques cérémonielles (FAO, 2021). De plus, les savoirs autochtones sont principalement transmis oralement, à travers des récits, des saynètes, le folklore populaire, les chants, les poèmes, l'art, la danse, les objets et les artefacts, ainsi que lors de cérémonies (FAO, 2021). Les savoirs autochtones sont également dynamiques et holistiques, englobant la gouvernance, la comptabilité sociale et économique, les institutions foncières et familiales, les langues, les systèmes de dénomination et de classification, les pratiques d'utilisation des ressources, les rituels, la spiritualité et les visions du monde (Hill et al., 2020).

Quoique souvent marginalisés dans les institutions et les processus décisionnels du système alimentaire mondial, les savoirs autochtones s'avèrent essentiels pour assurer une transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires et méritent d'être reconnus et valorisés au même titre que les

savoirs scientifiques occidentaux (Vijayan et al., 2022). En effet, les peuples autochtones possèdent des connaissances approfondies sur les écosystèmes locaux, la biodiversité, les cycles naturels, les impacts des changements climatiques, la restauration et la gestion des terres et les relations entre l'humain et la nature. En intégrant leurs savoirs traditionnels dans les communautés allochtones, ces dernières peuvent mettre en place des pratiques plus durables pour améliorer la durabilité des écosystèmes à l'échelle mondiale. À ce sujet, la FAO (2021) souligne que l'inclusion sensible et respectueuse des voix et des savoirs des peuples autochtones dans les débats et les politiques internationales et nationales soutiendra la gestion durable des ressources naturelles et la transformation des systèmes alimentaires vers davantage de résilience et de durabilité pour toutes et tous. À titre d'exemple, en Colombie-Britannique, les connaissances autochtones sont intégrées au processus d'évaluation environnementale afin de renseigner les décideur.euse.s politiques, les communautés autochtones et les parties prenantes sur les impacts potentiels des projets, les recommandations pour la réalisation des projets, et éclairer la prise de décision (British Columbia environmental assessment office, 2020).

4.1.2 Les systèmes alimentaires. Un système alimentaire se définit comme «l'ensemble des éléments (environnement, individus, processus, infrastructures et institutions) et des activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que le résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental» (Pingault et al., 2017, p. 23). Parler de systèmes alimentaires permet donc d'englober l'ensemble des acteur.trice.s ainsi que leurs activités et les dynamiques en place à la fois dans les secteurs marchand et non marchand de toutes les activités de la chaîne alimentaire (Thibaut; & Vigneron, 2022). Le concept de système alimentaire autochtone met quant à lui l'accent sur les pratiques alimentaires traditionnelles, la relation sacrée avec la terre, l'eau, les plantes et tous les êtres vivants, ainsi que le partage des connaissances et la transmission interrelationnelle (Coté, 2016; Morrison, 2011). Il

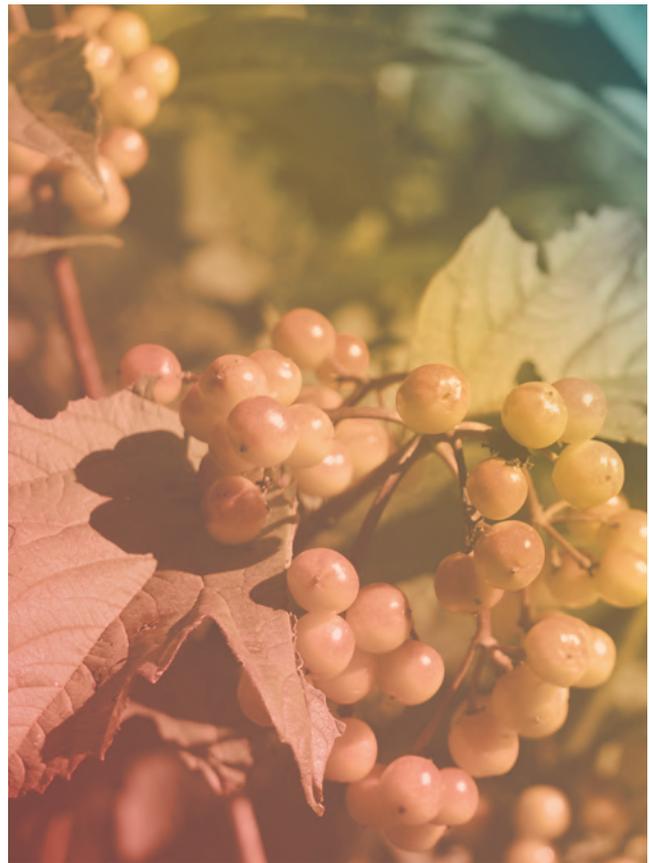
est étroitement lié à la souveraineté alimentaire, qui vise à reprendre le contrôle des terres, des ressources et des systèmes alimentaires traditionnels (Morrison, 2011).

Les concepts de «système alimentaire durable» et de «système alimentaire territorialisé» ont aussi émergé dans la littérature scientifique des 20 dernières années. Un système alimentaire durable est généralement défini comme «un système alimentaire qui garantit la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous et pour toutes sans compromettre les fondements économiques, sociaux et environnementaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour les générations futures» (Pingault et al., 2017, p. 23). Le concept de «système alimentaire territorialisé» désigne quant à lui un «ensemble de filières agroalimentaires répondant aux critères du développement durable, localisé dans un espace géographique de dimension régionale et coordonnées par une gouvernance territoriale» (Rastoin, 2016, p. 2). Un système alimentaire territorialisé est imaginé et construit comme une alternative au modèle agroindustriel dominant en réponse aux critères du développement durable à travers une triple proximité entre agriculteur.trice.s, transformateur.trice.s et consommateur.trice.s (Rastoin, 2016). Il vise à élaborer les produits alimentaires dans des filières de proximité, à privilégier une agriculture familiale et des réseaux de petites et moyennes entreprises agroalimentaires, ainsi qu'à réduire les pertes et le gaspillage dans l'ensemble de la chaîne alimentaire (Rastoin, 2016). Au cœur d'un système alimentaire territorialisé se trouvent donc des entreprises agroalimentaires locales qui fournissent des aliments à la communauté et contribuent à la reprise du contrôle sur le système alimentaire (Parent, 2023).

4.1.3 La souveraineté alimentaire. Le concept de souveraineté alimentaire a été créé par La Via Campesina, un mouvement paysan qui a émergé du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 (Clendenning et collab., 2016 ; Edelman et collab., 2014 ; Levkoe et collab., 2019 ; Daniel. 2021). Ce mouvement conteste l'hégémonie du modèle d'agriculture mondialisé, néolibéral et industriel qui crée des politiques économiques

destructrices, marginalise les petit.e.s agriculteur.trice.s, les chasse de leurs terres et les force à entrer dans l'économie de marché mondiale comme main-d'œuvre salariée (Coté, 2016). Selon ce mouvement, c'est seulement par la souveraineté alimentaire que la sécurité alimentaire peut être atteinte et la sous-alimentation éradiquée (Patel, 2012). Ce mouvement a défini la souveraineté alimentaire comme «le droit des nations et des peuples à contrôler leurs propres systèmes alimentaires, y compris leurs propres marchés, modes de production, cultures alimentaires et environnements» (Wittman et al., 2010, p. 2). Si ce concept évolue et peut comporter différentes facettes, il demeure qu'il revêt une exigence principale : les décisions concernant les systèmes alimentaires doivent être prises par ceux et celles qui en dépendent pour permettre l'autodétermination alimentaire des peuples (Patel, 2012).

Dans ce contexte, au Canada, un mouvement militant pour la souveraineté alimentaire des peuples autochtones a émergé, entre autres porté par l'association Food Secure Canada (Réseau pour une alimentation durable), la National Farmers Union (Rudolph & McLachlan, 2013) et le Groupe de travail sur la souveraineté alimentaire autochtone du BC Food Systems Network (Smith, 2022). Ce mouvement affirme que la souveraineté alimentaire autochtone représente une condition préalable à la réalisation d'une véritable sécurité alimentaire (Alahyane, 2017; Edelman et al., 2014) et un moyen de résoudre les problèmes alimentaires des communautés autochtones (Robin, 2019). En choisissant d'aborder les enjeux des systèmes alimentaires autochtones sous l'angle de la souveraineté alimentaire, on priorise l'alimentation des populations, la valorisation des producteur.trice.s, la mise en place de systèmes alimentaires locaux, le contrôle des ressources terrestres et alimentaires à l'échelle locale, le développement des connaissances et savoir-faire, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale (Déclaration de Nyéléni, 2007). Cela demande de renforcer la communauté, les moyens de subsistance et la durabilité sociale et environnementale liés à la production, la distribution et la consommation d'aliments nutritifs et culturellement acceptables (Desmarais & Wittman, 2014).



Le concept de sécurité alimentaire, pourtant soutenu par plusieurs organisations mondiales comme la FAO, n'a pas été retenu par ce mouvement puisqu'il réfère essentiellement à une quantité suffisante et saine de nourriture chaque jour pour chacun.e, mais tait les facteurs sociopolitiques déterminant l'accessibilité à la nourriture et les relations de pouvoir qui y sont liées (Parent; et al., 2021). De plus, il efface les droits à l'autodétermination des systèmes alimentaires (Clendenning et al., 2016). Malgré les critiques, le choix d'aborder les systèmes alimentaires autochtones par la souveraineté alimentaire s'est maintenu, bien que ce concept se redéfinisse en fonction des acteur.trice.s et des contextes, qu'il manque de précision et qu'il soit difficile à mettre en pratique (Clendenning et al., 2016; Majoré & Longboat, 2021).

4.1.4 La souveraineté alimentaire autochtone. La notion de la souveraineté alimentaire autochtone a été définie par des groupes autochtones en Amérique du Nord au début des années 2000, notamment le BC Food Systems Network, un

groupe de travail sur la souveraineté alimentaire autochtone (Desmarais & Wittman, 2014; Settee & Shukla, 2020; Smith, 2022). Selon Morrison, la perspective d'une souveraineté alimentaire autochtone réfère aux «stratégies actuelles qui permettent et soutiennent la capacité des communautés autochtones à maintenir leurs pratiques traditionnelles de chasse, de cueillette, d'agriculture et de distribution, comme elles avaient fait pendant des milliers d'années avant le contact avec les premiers colons européens (Morrison, 2011, pp. 97-98)». Notons que Morrison souligne l'importance, pour les peuples autochtones, de se réappropriier leurs systèmes alimentaires.

La souveraineté alimentaire autochtone repose sur quatre principes clés :

- 1) la souveraineté sacrée, qui considère que la nourriture est un don du Créateur. En ce sens, le droit à l'alimentation est sacré et ne peut être contraint ou révoqué par les lois, politiques ou institutions coloniales ;
- 2) la participation, qui veut que la souveraineté alimentaire autochtone appelle à une participation continue des communautés à l'action autochtone en matière d'alimentation, et ce, à tous les niveaux afin qu'elle reste une réalité vivante pour les générations présentes et futures ;
- 3) l'autodétermination, qui désigne la liberté et la capacité des communautés autochtones à répondre à leurs besoins en matière d'aliments traditionnels sûrs, sains et adaptés à leur culture ainsi qu'à prendre des décisions sur la quantité et qualité des aliments qu'elles chassent, pêchent, cueillent, cultivent et consomment ; et
- 4) la politique, qui souligne que la souveraineté alimentaire autochtone tente de concilier les valeurs alimentaires et culturelles autochtones avec les lois, politiques et activités économiques coloniales. Elle fournit ainsi un cadre réparateur pour une approche coordonnée et intersectorielle de la réforme des politiques dans les domaines de la

foresterie, des pêcheries, des pâturages, de la conservation de l'environnement, de la santé, de l'agriculture, ainsi que du développement rural et communautaire.

Cette approche s'inscrit dans les luttes autochtones pour la décolonisation, la revitalisation culturelle et l'autodétermination en matière alimentaire (Coté, 2022). Elle permet aux communautés autochtones de mieux contrôler leurs systèmes alimentaires en améliorant l'accès aux aliments traditionnels et sains tout en réduisant leur dépendance à la restauration rapide et aux aliments ultratransformés externes (Blue Bird Jernigan et al., 2021). L'approche de la souveraineté alimentaire autochtone permet aux communautés autochtones de se reconnecter à leurs connaissances et valeurs traditionnelles et de rétablir leurs systèmes alimentaires traditionnels basés sur l'apprentissage et la transmission intergénérationnelle des connaissances (Morrison, 2011). Elle permet de transformer le système alimentaire industrialisé en un modèle plus juste et écologique pour tous et pour toutes (Morrison, 2011) en promouvant des pratiques agricoles durables et en protégeant les terres et ressources naturelles. Elle permet une préservation des semences traditionnelles dans le but de planter ce dont les communautés ont besoin, en particulier pour celles qui choisissent l'agriculture (Best, 2022). Elle renforce la capacité des communautés à composer avec l'insécurité alimentaire en garantissant un accès à des aliments traditionnels sains adaptés à la culture (Maudrie et al., 2021). Il s'agit d'une approche culturellement centrée qui améliore le système alimentaire en s'attaquant aux causes profondes des maladies chroniques et inégalités alimentaires (Blue Bird Jernigan et al., 2021). Elle peut renforcer la capacité des communautés autochtones à lutter contre les inégalités en santé, en particulier celles liées à l'alimentation, en plus de les aider à améliorer leur santé et à hausser leur niveau de bien-être (Maudrie et al., 2021). Cette approche comporte également ses limites, comme l'ambiguïté du terme «souveraineté alimentaire autochtone» (Abdul et al., 2023) et les différentes significations qu'il peut revêtir selon les nations et circonstances (Robin, 2019).

L'approche de la souveraineté alimentaire autochtone est également menacée par les changements climatiques, la perte de terres et de ressources, la dégradation environnementale et les politiques néolibérales de contrôle des terres (Morrison, 2008).

4.1.5 L'(in)sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Comme précédemment indiqué, la notion de souveraineté alimentaire a été préférée à celles de la sécurité et de l'insécurité alimentaires parce que ces dernières ne prennent pas suffisamment en compte les considérations propres aux peuples autochtones comme l'importance culturelle des aliments, la valeur nutritive et socioculturelle de ces derniers, ainsi que l'accès aux aliments locaux et traditionnels (Leblanc-Laurendeau, 2020; Power, 2008). Cela dit, sécurité et insécurité alimentaire sont toujours utilisées comme des concepts corolaires. La naissance du concept de sécurité alimentaire remonte aux années 1970. À l'époque, elle était axée sur les problèmes d'approvisionnement liés à la disponibilité et à la stabilité des prix des aliments de base à l'échelle nationale et internationale (Bultrini; et al., 2010). Au fil du temps et des rencontres internationales, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2008, p. 1) a proposé une définition consensuelle de la sécurité alimentaire d'un groupe ou d'une population : c'est désormais «l'accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active». La sécurité alimentaire repose ainsi sur quatre piliers : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité (Bultrini; et al., 2010; FAO, 2008; Power, 2008). La disponibilité concerne l'existence de quantités suffisantes et de qualité appropriée d'aliments, qu'ils soient produits localement ou importés (Bultrini; et al., 2010). L'accès est lié à la disponibilité économique, physique et sociale d'aliments pour tous les individus, au niveau tant national qu'international, qui peuvent garantir la sécurité alimentaire des ménages (Bultrini; et al., 2010). L'utilisation concerne la qualité des aliments et porte essentiellement sur de bonnes pratiques

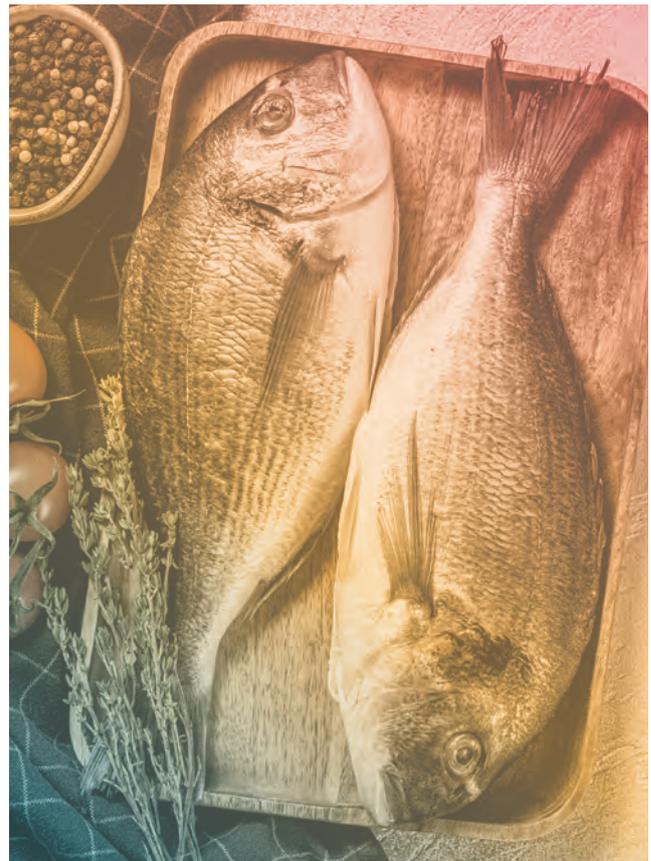
d'alimentation, la préparation d'aliments, la diversité du régime alimentaire, ainsi que de bonnes conditions d'hygiène et de distribution d'aliments à l'intérieur des ménages (Bultrini; et al., 2010). La stabilité de l'approvisionnement est englobante puisqu'elle concerne la stabilité de la disponibilité, l'accès et l'utilisation dans le temps (Bultrini; et al., 2010; FAO, 2008).

L'insécurité alimentaire, au contraire, signifie «un accès inadéquat ou incertain à des aliments en raison d'un manque de ressources financières» (Tarasuk; et al., 2022, p. 4). Les ménages à faible revenu, les familles monoparentales et les personnes issues des communautés noires ou autochtones sont particulièrement touchés par ce problème (Tarasuk; et al., 2022). L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les communautés autochtones du Canada (Blue Bird Jernigan et al., 2021; Delormier et al., 2017; Robin et al., 2023) et est considérée comme un élément déterminant de la santé des peuples autochtones (Reading & Wien 2009). L'insécurité alimentaire a des conséquences négatives sur la santé physique et psychosociale (Leblanc-Laurendeau, 2020). Elle est associée à une faible consommation de fruits et légumes (Kirkpatrick et Tarasuk, 2008) et à diverses maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète et les troubles anxieux ou de l'humeur (Bergeron; et al., 2015; CRSA, 2015; Tarasuk; et al., 2022). Dans les communautés autochtones, l'insécurité alimentaire s'inscrit dans un contexte de colonisation qui a entraîné des migrations forcées, une perte de territoires, ainsi qu'un éloignement des connaissances et des régimes alimentaires traditionnels et sains (Côté, 2016 ; Major & Longboat, 2020).

Le droit à l'alimentation est pour sa part reconnu dans le droit international relatif aux droits de la personne (Batal; et al., 2021). Le droit à l'alimentation «consiste en un accès suffisant à des aliments fournissant tous les nutriments nécessaires à une vie saine et active à toutes les étapes de la vie, qui sont propres à la consommation humaine et exempte de substances nocives, et qui sont culturellement adaptées» (Batal; et al., 2021, p. 1). Les peuples autochtones, comme tous les

individus, ont le droit fondamental de bénéficier d'une alimentation adéquate et d'être à l'abri de la faim (FAO, 2009). Ce droit est consacré à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, un instrument juridique international contraignant (FAO, 2009; Sampson et al., 2021). Au Canada, par exemple, le gouvernement fédéral devrait mettre en œuvre des politiques qui assurent une redistribution équitable des ressources et un accès durable à la nourriture pour les plus vulnérables (Brisebois; & Audet, 2018). La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée en septembre 2007, aborde les droits de la personne des peuples autochtones (FAO, 2009). Elle souligne leur droit de vivre dignement, de maintenir et renforcer leurs institutions, cultures et traditions, ainsi que de poursuivre un développement autonome en tenant compte de leurs besoins et aspirations spécifiques (FAO, 2009).

Par ailleurs, les États ont également l'obligation de respecter le droit à l'alimentation en évitant de prendre des mesures qui entravent l'accès à la nourriture, en garantissant aux individus un accès adéquat à celle-ci et en entreprenant activement des actions visant à renforcer cet accès et les moyens de garantir la sécurité alimentaire (Sampson et al., 2021). Ils ont des obligations particulières envers les peuples autochtones, notamment le respect de leurs modes de vie traditionnels, le renforcement de leurs systèmes alimentaires traditionnels et la protection de leurs activités de subsistance telles que la chasse, la pêche et les rassemblements (FAO, 2009). De plus, le droit à l'alimentation exige des États qu'ils appliquent les principes généraux des droits de la personne aux peuples autochtones, tant dans leurs politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle que dans d'autres politiques qui pourraient affecter leur accès à l'alimentation (FAO, 2009). Enfin, le droit à l'alimentation ne se limite pas à l'élimination de la faim et à la garantie de la sécurité alimentaire ; il offre également un cadre holistique permettant aux peuples autochtones d'améliorer leur sécurité alimentaire (FAO, 2009).



4.1.6 L'approche décoloniale. La notion de «décolonisation des méthodes de recherche» a été développée par Linda Tuhiwai Smith, une anthropologue maorie de Nouvelle-Zélande (Poirier, 2014; Smith, 2021). Dans son ouvrage *Decolonizing methodologies : research and indigenous peoples*, Smith critique les pratiques de recherche historiquement utilisées pour étudier les communautés autochtones (Smith, 2021). La perspective de décolonisation épistémologique des méthodes implique que «les épistémologies autochtones soient considérées sur un pied d'égalité avec l'épistémologie occidentale (et scientifique) et que les autochtones soient partie prenante dans tout le processus de la recherche, depuis l'élaboration des objectifs et de la problématique, la documentation, l'analyse et la diffusion des résultats» (Poirier, 2014, p. 74). L'idée centrale veut que les équipes de recherche décolonisent leurs esprits, leurs discours, leurs compréhensions, leurs pratiques et leurs institutions en matière de recherche menée avec les peuples autochtones (Smith, 2021). Dans cette

perspective, les populations autochtones ne sont plus des «objets de recherche», mais bien des coconstructeurs de connaissances (Lévesque, 2009; Martin, 2013).

La perspective de décolonisation épistémologique des méthodes de recherche remet en question les méthodes de recherche occidentales qui tendent à privilégier les connaissances des chercheur.euse.s non autochtones (Tremblay, 2022). Son objectif est de redonner du pouvoir aux peuples autochtones en validant leurs connaissances, valeurs et croyances (Tremblay, 2022). Cette approche promeut une recherche éthique et culturellement appropriée et déconstruit les relations coloniales dans la production de connaissances (Ashleigh Domingo, 2022). Elle permet de briser les barrières hiérarchiques entre chercheur.euse.s et participant.e.s dans l'étude (Thambinathan & Kinsella, 2021). En mettant l'accent sur les connaissances, voix, expériences et réflexions des peuples autochtones, cette perspective accroît la présence, la visibilité et les voix de ces derniers tout en protégeant leurs connaissances (Smith, 2022). Une telle approche honore également l'importance de considérer les spécificités culturelles des peuples autochtones dans la recherche (Basile et al., 2018) tout en favorisant la réflexivité critique des chercheur.euse.s, la réciprocité dans leurs relations et le respect de l'autodétermination des participant.e.s (Thambinathan & Kinsella, 2021). Cette approche promeut une recherche participative par et pour les populations autochtones (CRSH, 2018; Gouvernement du Canada, 2020a; Institut nordique du Québec, 2017), ce qui représente un élément particulièrement pertinent pour les études sur les systèmes alimentaires autochtones (Ashleigh Domingo, 2022). Elle peut contribuer à une meilleure compréhension des systèmes alimentaires, des défis et des opportunités pour renforcer la souveraineté et la sécurité alimentaires (Zimmermann et al., 2023). Enfin, cette approche brise les barrières hiérarchiques entre chercheur.euse.s et participant.e.s à la recherche (Thambinathan & Kinsella, 2021). Cette approche présente aussi des défis, notamment le partage difficile du pouvoir dans la production de connaissances, les contraintes financières, la participation symbolique des

membres des communautés à la recherche et le partage limité des résultats avec eux (Delamour et al., 2021; Godrie et al., 2020). Il peut également être difficile d'établir des relations collaboratives basées sur la confiance et d'accepter le partage du pouvoir décisionnel dans le processus de recherche (Charleboi, 2014 ; Jagosh, 2012, cité dans Loignon et al., 2022).

4.1.7 L'Empowerment. La notion d'*empowerment* est un concept apparu aux États-Unis dans les années 1970 inspiré des mouvements féministes et du «black power» (Calvès, 2009). Selon Ninacs (2008, p. 14), l'*empowerment* désigne «la succession d'étapes par lesquelles un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que sa capacité de l'exercer de façon autonome» (Ninacs, 2008, p. 14). Il repose sur le principe selon lequel les individus et les groupes ont le droit de participer aux décisions qui les concernent et que les compétences nécessaires peuvent être présentes ou acquises (Ninacs, 2008). Il comporte deux dimensions : la dimension du pouvoir, qui constitue la base même du concept, et la dimension du processus d'apprentissage, qui permet d'accéder à ce pouvoir (Bacqué & Biewener, 2013). Une approche basée sur l'*empowerment* vise à soutenir les individus et les collectivités dans leur quête de pouvoir (Ninacs, 2008). Elle favorise les changements sociaux, en particulier pour les groupes marginalisés comme les communautés autochtones (Guilbeault-Cayer, 2016), et contribue à réduire les inégalités en matière de santé (Ridde, 2007). Les interventions axées sur l'*empowerment* mettent l'accent sur le partenariat avec les participant.e.s en valorisant leurs capacités, leurs forces et leurs ressources (Élisabeth, 2020). Elles donnent la priorité aux aspirations aux personnes opprimées, leur permettant ainsi de surmonter la domination dont elles sont victimes (Calvès, 2009). Ces interventions rejettent les approches paternalistes imposées aux individus ou groupes historiques actuellement opprimés (Élisabeth, 2020; Ninacs, 2003). Selon Simard-Veillet (2015), l'*empowerment* vise l'autodétermination des peuples autochtones et la revitalisation de leurs cultures. Il implique le renforcement de leurs capacités d'autodétermination afin de renforcer leur souveraineté alimentaire (Coté, 2016;

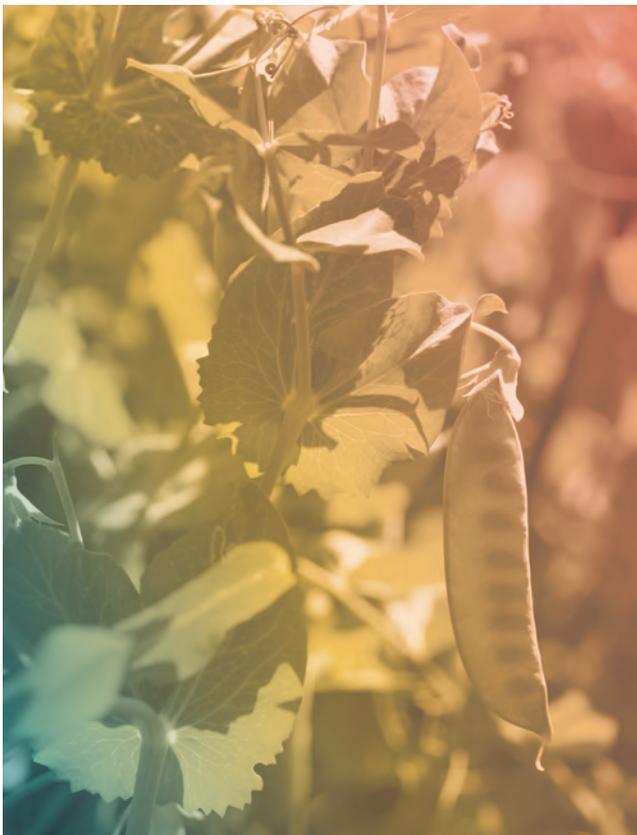
Morrison, 2008, 2011). Cela nécessite de mettre l'accent sur le développement des institutions locales déjà présentes sur le territoire des peuples autochtones (Phoek & Tjilen, 2019). L'*empowerment* nécessite également un soutien financier et une assistance en infrastructures sur les territoires autochtones (Phoek & Tjilen, 2019). Finalement, notre analyse aboutit au constat suivant : le concept d'*empowerment* met l'accent sur la capacité d'agir, l'autodétermination et l'autonomie des personnes et des communautés marginalisées comme les communautés autochtones, ainsi que sur l'importance de développer des pratiques respectueuses et inclusives.

4.1.8 Le colonialisme. Le colonialisme se définit comme « une relation de domination établie entre des collectivités dans laquelle les décisions fondamentales concernant le mode de vie des colonisés sont prises par une minorité de colonisateurs issus d'une culture différente et rétifs à toute adaptation ; ces derniers prennent ces décisions et les appliquent effectivement en accordant la priorité à des intérêts extérieurs à ceux des colonisés » (Osterhammel, 2010, p. 60). Le colonialisme a pris différentes formes tout au long de l'histoire, par exemple le colonialisme externe, interne ou de peuplement. Le colonialisme externe consiste à exproprier les richesses des peuples autochtones par une nation étrangère dans le but de les exporter vers la métropole (Tuck & Yang, 2012). Le colonialisme interne implique l'exploitation, par une puissance coloniale, de personnes colonisées, des terres, de la flore et de la faune à l'intérieur des frontières d'un territoire (Tuck & Yang, 2012). Le colonialisme de peuplement se caractérise par la prise de contrôle, par une puissance externe, d'un territoire et du déplacement, de l'élimination ou de l'assimilation forcée de la population autochtone (Papillon, 2018). Au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, c'est le colonialisme de peuplement qui a prévalu (Tuck & Yang, 2012). Il visait à séparer les peuples autochtones de leurs terres et ressources au bénéfice des puissances coloniales (Joseph & Turner, 2020).

Le colonialisme a eu un impact significatif sur les peuples autochtones colonisés : il a entraîné leurs migrations forcées, la dépossession de leurs territoires et l'éloignement de leurs savoirs et régimes alimentaires traditionnels (Côté, 2016 ; Major et Longboat, 2020 ; Atallah, 2017 ; Conseil des académies canadiennes, 2014). Au Canada, par exemple, la Loi sur les Indiens de 1876 a restreint ou interdit la chasse, le piégeage et la pêche pour la subsistance sur les territoires autochtones (Reading & Wien 2009). Cette dépossession a privé les peuples autochtones d'un accès à leurs zones de récolte ancestrales ainsi qu'à leurs aliments et médicaments traditionnels essentiels (Coté, 2022). Cela les a amenés à développer une dépendance envers les systèmes alimentaires industriels et une occidentalisation de leurs habitudes alimentaires qui ont entraîné des conséquences néfastes sur leur santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle (Browne et al., 2020; Coté, 2022). L'augmentation de la prévalence des maladies chroniques liées à l'alimentation, telles que l'obésité et le diabète, en est un exemple (Bergeron; et al., 2015; Browne et al., 2020). Finalement, le colonialisme a profondément modifié l'alimentation des communautés autochtones (Parent, 2021) et est considéré comme un déterminant de la santé distale des peuples autochtones (Reading & Wien 2009; Reading, 2009).

4.1.9 L'appropriation culturelle. L'appropriation culturelle désigne « l'utilisation, par une personne ou un groupe de personnes, d'éléments culturels appartenant à une autre culture, généralement minoritaire, d'une manière qui est jugée offensante, abusive ou inappropriée » (Office québécois de la langue française, 2016). Elle comprend l'utilisation de récits, symboles, savoirs, artefacts et patrimoines matériels et œuvres d'art sans consentement ni respect de la culture d'origine (Darsigny-Trépanier; et al., 2019; Lefrançois & Éthier, 2019). L'appropriation culturelle englobe également le détournement

de connaissances, le non-respect de l'intégrité des éléments culturels immatériels et leur décontextualisation (Lefrançois & Éthier, 2019). L'appropriation culturelle autochtone au Canada constitue une forme de néocolonialisme qui met en péril la survie culturelle des peuples autochtones (Vanessa Udy 2015). Elle a des conséquences néfastes sur leur santé, leur bien-être et leur autosubsistance économique (Vanessa Udy 2015). L'appropriation culturelle porte par exemple atteinte à la santé mentale en raison du racisme inhérent en plus de menacer l'autosubsistance économique autochtone quand des entreprises non autochtones utilisent ou commercialisent le savoir traditionnel sans consentement ni partage des bénéfices, ce qui entraîne des pertes de revenus au profit des non-autochtones (Vanessa Udy 2015). De plus, l'appropriation culturelle peut détruire le caractère sacré des éléments culturels, déformer leur signification originale et contribuer au sentiment de dépossession, à la baisse de l'estime de soi et à l'affaiblissement des communautés autochtones aux yeux de tous et de toutes (Vanessa Udy 2015).



L'appropriation culturelle suscite des débats au Québec en raison de ses implications sur la propriété intellectuelle, la liberté d'expression et la coexistence des peuples (Darsigny-Trépanier; et al., 2019). Les peuples autochtones dénoncent par exemple l'appropriation de leurs savoirs traditionnels en pharmacopée, l'utilisation de leurs artefacts par des équipes de recherche (Martin, 2013) et la dépossession brutale de leurs terres ancestrales pour la chasse, la pêche et la cueillette (Coté, 2016). Qui plus est, au Québec comme dans le reste du Canada, les pratiques culturelles de chasse et de pêche des peuples autochtones ont été criminalisées et dévalorisées par les lois provinciales (Kristin et al., 2017). L'appropriation culturelle est considérée comme une forme du néocolonialisme qui se traduit par l'expropriation des ressources des personnes colonisées, notamment les plantes, les animaux et les épices (Tuck & Yang, 2012). De nos jours, le mouvement pour la souveraineté alimentaire autochtone vise à rétablir l'accès aux territoires traditionnels (Grey & Patel, 2015) et à reconnecter les peuples autochtones à leurs systèmes alimentaires (Gutierrez et al., 2023). Pour prévenir l'appropriation culturelle, il est essentiel de demander l'autorisation pour utiliser les biens culturels ; de travailler en partenariat avec les communautés autochtones ; et de respecter les droits de propriété intellectuelle (Lalonde, 2021). En conclusion, l'analyse de l'appropriation culturelle met en lumière le fait qu'elle perpétue le colonialisme en reproduisant des schémas historiques de spoliation des savoirs autochtones, en dépossédant les terres ancestrales et en maintenant l'oppression des peuples autochtones au Québec et dans le reste du Canada.

4.2 ENJEUX LIÉS À L'ALIMENTATION DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AU QUÉBEC

Les peuples autochtones du Québec entretiennent un lien inextricable avec la terre, qui se reflète dans leurs savoirs et leur patrimoine culturel et spirituel (Lemke & Delormier, 2017). Le terme « peuple autochtone » au Québec désigne les dix Premières Nations que sont les populations abénaquise, algonquine, atikamekw, crie, huronne-wendat, innue, malécite, mi'gmaq,

Kanien'kehá:ka, et naskapis (Bergeron; et al., 2015). Bien que ces peuples aient des histoires et des cultures diverses, plusieurs enjeux liés à l'alimentation peuvent être considérés comme communs à tous, à savoir des enjeux politiques, socioéconomiques, de santé et environnementaux.

4.2.1 Enjeux politiques. Les communautés autochtones au Québec sont confrontées à d'importants enjeux politiques liés à leur alimentation. Au sein de ces communautés autochtones, l'alimentation repose sur des pratiques et des traditions sociales qui mettent l'accent sur le partage des aliments (Bergeron; et al., 2015) ainsi que sur la générosité et la transmission intergénérationnelle des savoirs traditionnels (Bergeron; et al., 2015). De plus, les systèmes alimentaires des peuples autochtones au Québec reposent traditionnellement sur la chasse, la pêche et la cueillette pour un approvisionnement en aliments sains et nutritifs (Alabi & Robin, 2022; Bergeron; et al., 2015). Cependant, les politiques coloniales ont restreint leur accès à leurs territoires traditionnels, les rendant dépendants d'une alimentation hautement transformée, souvent riche en sucres raffinés, en gras trans et en sodium et pauvres en nutriments essentiels et vendus dans les commerces alimentaires (Bergeron; et al., 2015; Conseil des académies canadiennes, 2014).

La littérature consultée révèle plusieurs causes ou facteurs expliquant ces changements. Tout d'abord, les politiques coloniales visant à déplacer les peuples autochtones de leurs terres d'origine et à les assimiler ont rompu les liens avec leurs territoires et leurs pratiques alimentaires, entraînant des perturbations sur le plan de leur identité, de leur culture et de leur santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle, ainsi que de leur bien-être (Delormier & Marquis, 2018). Puis, la législation sur l'utilisation des terres, les politiques gouvernementales relatives aux ressources naturelles et le développement de l'industrie extractive et agricole ont restreint l'accès des communautés autochtones à leurs terres et territoires traditionnels pour la chasse, la cueillette, la pêche et la culture d'aliments qui

étaient essentielles à leur mode de vie (Delormier & Marquis, 2018). De plus, les politiques coloniales de dépossession des terres et d'assimilation qui interdisaient la transmission de la culture, de la religion, de la langue traditionnelle et des savoirs ancestraux ont profondément marqué les peuples autochtones et créé un traumatisme historique qui a également affecté leur capacité à utiliser leurs systèmes alimentaires (Bergeron; et al., 2015; Coté, 2016; Reading & Wien 2009). En outre, les communautés autochtones du Québec et du Canada sont confrontées à des contraintes telles que le manque d'accès aux terres cultivables, aux ressources financières et aux infrastructures agricoles de qualité, ce qui limite leurs possibles pratiques agricoles (Gouvernement du Canada, 2019).

De plus, les communautés autochtones peuvent entretenir des relations avec des organisations extérieures à leur communauté (ex. : paliers de gouvernement, organismes subventionnaires) défavorables à leur autodétermination et marquées par des déséquilibres de pouvoir (Reading & Wien 2009; Tremblay, 2000). En effet, les communautés autochtones peuvent être exclues de la prise de décision, de la planification stratégique, des politiques et des programmes gouvernementaux liés à l'utilisation des terres et des ressources naturelles (Robin et al., 2023). De plus, elles peuvent ne pas posséder et/ou contrôler les activités économiques sur leurs territoires, ainsi que les systèmes d'éducation et les services sociaux et de santé (Reading & Wien 2009). Cela peut engendrer une participation inégale de ces communautés autochtones dans les institutions politiques qui régissent leur destin. Selon Tremblay (2000), les communautés autochtones Atikamekw de la Mauricie et de Lanaudière au Québec, tout comme de nombreuses autres communautés autochtones, se retrouvent aujourd'hui en position de dépendance à l'égard des gouvernements et des institutions non autochtones, et remettent de plus en plus en cause leur subordination aux pouvoirs étatiques en réclamant une certaine forme d'autonomie politique ou une plus grande autonomie gouvernementale autochtone (Tremblay, 2000). Ces inégalités systémiques

persistantes fondées sur des distinctions raciales ou ethniques sont des expériences partagées par ces communautés autochtones qui continuent d'entraver la participation et la productivité des communautés autochtones (Reading & Wien 2009; Roy, 2021).

4.2.2 Enjeux socioéconomiques et de santé.

Les communautés autochtones au Québec sont par ailleurs confrontées à d'importants enjeux socioéconomiques affectant significativement leur accès à une alimentation saine et nutritive. Parmi ces enjeux figurent la pauvreté, les revenus insuffisants, le chômage et le sous-emploi (CSSSPNQL, 2013; 2008). En outre, les conditions de logement précaires sont courantes au sein de ces communautés (Bergeron; et al., 2015; Lamalice, 2019). De même, le prix des aliments sains et nutritifs vendus dans les commerces de nombreuses communautés autochtones est très élevé vu leur éloignement.(Bergeron; et al., 2015; Leblanc-Laurendeau, 2020) Il y aussi pénurie d'aliments frais, sains et abordables (Parent, 2021, 2023). Certaines communautés autochtones comme Manawan, Opitciwan et Wemotaci sont situées à proximité des grands axes routiers ou en milieu forestier (Conseil de la Nation Atikamekw, 2018). En revanche, d'autres communautés comme les Inuites sont situées dans des régions éloignées, isolées et accessibles seulement par avion ou bateau (Kristin et al., 2017). Cette géographie spécifique entraîne une augmentation des coûts de transport, ce qui constitue un obstacle supplémentaire à l'accès à des denrées alimentaires saines et abordables au sein de ces communautés autochtones éloignées et isolées (Kristin et al., 2017). Dans le même ordre d'idées, la littérature met en évidence le fait que de multiples facteurs contribuent à la difficulté à transporter ou à acheminer des produits alimentaires sains et abordables au sein des communautés autochtones, notamment l'éloignement géographique, le manque de voies de communication ou d'infrastructures de transport adéquates, ainsi que les coûts élevés (Kristin et al., 2017). De surcroît, l'accès aux aliments traditionnels issus de la chasse, de la pêche et de la cueillette est limité, tandis que l'alimentation commerciale et transformée

bénéficie d'un soutien à grande échelle au sein des communautés autochtones, entraînant des effets néfastes sur la santé (Settee & Shukla, 2020; Shukla & Settee, 2020). L'ensemble de ces éléments concourent à une situation d'insécurité alimentaire particulièrement préoccupante au sein des communautés autochtones (Bergeron; et al., 2015; Conseil des académies canadiennes, 2014; Lamalice, 2019; Leblanc-Laurendeau, 2020).

À titre d'exemple, les ménages à faible revenu ont tendance à se tourner vers des aliments moins nutritifs, hautement transformés, de mauvaise qualité et riches en calories, ce qui cause des régimes alimentaires inadéquats et incohérents en plus d'augmenter le risque de maladies liées à l'alimentation (Lemke & Delormier, 2017). Au Québec, plus de la moitié (53,6 %) des adultes issus des Premières Nations vivent avec un revenu annuel inférieur à 20 000 \$ et moins de la moitié (45,2 %) ont un emploi, ce qui les place dans une situation financière précaire et rend leurs conditions de vie difficiles (CSPSPNQL, 2013; 2008). Environ un quart (23,4 %) des adultes issus des Premières Nations vivent dans un logement surpeuplé et plus d'un tiers (35,8 %) estiment que leur principale source d'approvisionnement d'eau n'est pas potable à longueur d'année, ce qui peut affecter leur santé et leur bien-être (CGIPN, 2012). Le coût moyen d'une épicerie hebdomadaire pour une famille de quatre personnes appartenant aux Premières Nations au Québec s'élève à 262 \$ (Laurie Chan et al., 2019). Malgré l'abondance de nourriture au Québec, 48 % des ménages issus des Premières Nations vivent, selon une étude portant sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement des Premières Nations au Québec (Chan et coll., 2019), de l'insécurité alimentaire. Ce pourcentage est environ quatre fois plus élevé que celui de l'ensemble des ménages québécois, qui est de 13,1 % (Tarasuk; et al., 2022). Cette situation préoccupante a été décrite dans de nombreuses études et rapports publiés au cours des dernières années (Bertrand; et al., 2008; Conseil des académies canadiennes, 2014; Leblanc-Laurendeau, 2020).

Conséquemment, les communautés autochtones au Québec ont adopté de nouvelles pratiques alimentaires qui ont contribué à l'émergence de maladies chroniques comme l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires (Bergeron; et al., 2015). Plus précisément, 66 % des adultes issus des Premières Nations au Québec sont obèses (Laurie Chan et al., 2019). Cette proportion dépasse plus de deux fois celle de l'ensemble de la population adulte au Québec, qui est de 25 % (Statistique Canada, 2019). De plus, la prévalence du diabète chez les adultes des Premières Nations au Québec est de 25 % (Laurie Chan et al., 2019), soit trois fois plus élevée que celle de la population adulte québécoise, qui est de 7,9 % (INSPQ, 2016, 2017). De même, les maladies cardiovasculaires touchent 7,6 % des adultes des Premières Nations comparativement à 5,5 % pour le reste de la population au Canada (Centre national de collaboration de la santé autochtone, 2012). Dans la même veine, les disparités en matière de santé entre les peuples autochtones et non autochtones demeurent une problématique dans les systèmes alimentaires autochtones (Coté, 2016; Desmarais & Wittman, 2014). En effet, les populations autochtones au Québec présentent des niveaux de prévalence de maladies telles que l'obésité et le diabète de type 2 plus élevés que les populations non autochtones (Chan et al., 2019; Lemke & Delormier, 2017; Roy, 2002).

4.2.3 Enjeux environnementaux. En effet, les écosystèmes des systèmes alimentaires autochtones au Québec sont menacés par la dégradation de l'environnement, la présence de contaminants, la perte de biodiversité et les changements climatiques (Lamalice, 2019; Leblanc-Laurendeau, 2020; Lemke & Delormier, 2017). Par exemple, au Québec comme au Canada, l'intensification de la production agricole et l'utilisation croissante d'herbicides, de pesticides et d'engrais au phosphore ont entraîné une dégradation des sols et une contamination de l'eau qui mettent en péril la qualité et la quantité des aliments produits localement, ainsi que la

santé des consommateur.trice.s (Environnement et Changement climatique Canada, 2016). De plus, les activités industrielles ont généré des émissions de métaux lourds toxiques comme le mercure et le plomb qui contaminent le sol et l'eau et s'accumulent dans les sources d'aliments traditionnels tels que le poisson et la viande de gibier (Centre national de collaboration de la santé autochtone, 2012; Gutierrez et al., 2023; Laurie Chan et al., 2019). Cette contamination par les métaux lourds peut entraîner de graves problèmes de santé, notamment des troubles neurologiques, des dommages aux reins, et des maladies cardiaques (INSPQ, 2011). Enfin, les changements climatiques perturbent aussi les pratiques traditionnelles des Premières Nations au Québec telles que la chasse, la pêche et la cueillette, réduisant ainsi la disponibilité et l'accessibilité des aliments traditionnels (Laurie Chan et al., 2019; Picard, 2015).

4.3 VÉCUS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES EN LIEN AVEC LEUR SYSTÈME ALIMENTAIRE.

Considérant les enjeux liés à l'alimentation rencontrés par les peuples autochtones, plusieurs études ont abordé les expériences et perceptions de populations autochtones à l'égard de leur système alimentaire. Quelques-unes ont retenu notre attention, notamment quatre études qualitatives québécoises, dont une étude dans la communauté Kanien'kehá:ka de Kahnawà (Delormier et al., 2017) et trois études dans les communautés Atikamekw (Basile et al., 2021; Parent, 2023; Pelletier, 2022) ; trois études qualitatives et une étude à devis mixte conduites dans le reste du Canada (Domingo et al., 2021; Hanemaayer et al., 2020; Horlick & Chatwood, 2023; Kristin et al., 2017), et une étude quantitative menée aux États-Unis (Mucioki et al., 2022).

L'étude menée au Québec visait à examiner les expériences de la communauté Kanien'kehá:ka de Kahnawà en matière d'insécurité alimentaire et à explorer les moyens d'améliorer la sécurité alimentaire locale (Delormier et collab., 2017). En 2016, ces auteur.trice.s ont utilisé une approche de recherche décolonisatrice (Bacqué & Biewener, 2013; Chilisa, 2012) en menant des entretiens individuels avec 17 personnes ainsi

que des entretiens en petits groupes de deux ou trois personnes. Les résultats ont révélé que de nombreux membres de la communauté sont confrontés à des défis tels que l'accès difficile aux aliments culturellement nutritifs et variés et une insécurité alimentaire accrue, en particulier chez les femmes séparées de leurs conjoints ou célibataires avec de jeunes enfants. Ces difficultés sont souvent liées au manque de revenus stables et à l'absence de soutien familial. Les participant.e.s ont souligné le rôle des familles élargies et des proches dans la tâche de se nourrir et se vêtir et ont évoqué le recours aux programmes sociaux et organisations caritatives pour faire face à l'insécurité alimentaire. Les résultats soulignent l'importance de promouvoir le retour aux cultures traditionnelles et de reconstruire les valeurs traditionnelles (Delormier et al., 2017).

La recherche menée par Pelletier (2022) avait pour objectif de décrire et d'analyser la transmission des valeurs, savoirs et pratiques autochtones concernant le bleuet (ou minic) dans la communauté de Wemotaci, particulièrement chez les femmes. Les données ont été recueillies à travers neuf entretiens ainsi que l'observation de participant.e.s pendant un séjour estival. Les résultats ont révélé que le bleuet est un symbole identitaire pour le peuple atikamekw et un véhicule de valeurs fondamentales comme le partage, la réciprocité et le respect. Il contribue au bien-être et à la santé de la communauté et du territoire en nourrissant divers animaux, comme l'ours, qui transmet les bienfaits du bleuet aux Atikamekw à travers sa viande, sa graisse et ses os. L'abondance de bleuets sur le territoire représente donc un indicateur de santé des êtres humains et non humains (Pelletier, 2022). La transmission des savoirs ethnobotaniques se fait au sein des familles, entre les familles et à travers l'éducation scolaire par les enseignant.e.s et entre les jeunes. Le bleuet contribue également au développement économique de Wemotaci puisqu'une partie de la récolte est vendue à l'extérieur de la communauté sans transformation. Cependant, plusieurs facteurs limitent la quantité, la qualité, l'utilisation des bleuets et la transmission des connaissances et des pratiques associées : il s'agit des changements climatiques, de pratiques forestières intensives

et de la cueillette intensive au peigne (Pelletier, 2022).

De 2018 à 2020, une recherche-action a été menée en partenariat avec la communauté atikamekw d'Opitciwan (Parent, 2023). Cette recherche incluait plus de 30 entrevues qualitatives ainsi que des ateliers avec des membres de la communauté dans le but de coconstruire un projet d'agriculture maraîchère et de brosser un portrait alimentaire de la communauté d'Opitciwan. Les résultats ont révélé plusieurs constats importants. Tout d'abord, la nourriture traditionnelle issue de la chasse, de la pêche et de la cueillette joue un rôle symbolique et culturel essentiel dans l'alimentation des Atikamekw d'Opitciwan, et ce, malgré la prédominance des aliments commerciaux. Deuxièmement, les aliments de restauration rapide, les produits surgelés, les conserves et les aliments frits sont très populaires, surtout chez les jeunes générations. Troisièmement, l'agriculture reste peu développée chez les Atikamekw d'Opitciwan : la plupart n'avaient aucune expérience préalable en jardinage avant le début des projets agricoles. De plus, la recherche a révélé les défis importants auxquels les Atikamekw d'Opitciwan sont confrontés comme l'accès limité à des produits frais, de qualité et abordables ainsi que la surconsommation d'aliments transformés et de pauvre qualité. Enfin, les familles rencontrent des difficultés à se procurer des aliments nutritifs, notamment en raison de contraintes financières, de l'importante pauvreté, et des prix élevés des aliments frais au magasin local (Parent, 2023).

L'étude menée par Basile et collab. (2021) visait à examiner les perceptions des femmes Atikamekw de Wemotaci, d'Opitciwan et de Manawan sur leur rôle dans la gouvernance du territoire et des ressources naturelles. Des activités de co-construction ont été organisées pour développer les outils de collecte de données. 32 entrevues ont aussi été conduites auprès de ces femmes. Les résultats ont révélé la force de leur attachement au territoire et leur capacité à s'adapter aux changements dans le mode de vie. Elles souhaitent transmettre les savoirs et les valeurs Atikamekw aux générations futures et ont un rôle à jouer dans les prises de décision locales

en valorisant leur leadership politique (Basile et al., 2021). Si elles jouent un rôle essentiel dans la gouvernance de leur communauté, elles expriment des préoccupations concernant les changements dans l'occupation et l'utilisation du territoire ancestral, changements qui menacent la préservation de la culture, des savoirs et de l'identité Atikamekw (Basile et al., 2021).

Dans le reste du Canada, Hanemaayer et ses collab. (2020) ont mené une étude pour explorer les perceptions des jeunes filles de la communauté Haudenosaunee du sud de l'Ontario concernant les aliments traditionnels. Les auteur.trice.s ont utilisé l'approche CBPR (Castleden & Garvin, 2008; Kyoon-Achan et al., 2018) et la méthode de Photovoice (Martin et al., 2010) pour permettre aux jeunes de s'exprimer sur leurs expériences liées aux aliments traditionnels. Les entretiens individuels approfondis menés en 2019 auprès des cinq participantes ont souligné que, bien qu'elles avaient une préférence pour les aliments traditionnels, elles en avaient une connaissance et une expérience limitées. Il était aussi démontré que les familles et la communauté avaient un impact significatif sur leurs perceptions des aliments traditionnels, ce qui suppose qu'il serait avantageux d'offrir une éducation sur les aliments traditionnels aux jeunes et que l'engagement de la famille et de la communauté est crucial pour améliorer leur expérience avec ces aliments (Hanemaayer et al., 2020). Dans la même veine, Domingo et ses collab. (2021) ont mené une recherche dans les communautés des Premières Nations de Georgina Island, de Beausoleil, de Curve Lake et de Rama, toutes situées dans le sud de l'Ontario, au Canada. Ces communautés ont participé à une recherche participative communautaire visant à documenter les défis et les priorités pour améliorer l'accès aux aliments locaux. Les données ont été recueillies par entretiens conversationnels et narratifs auprès de 15 informateur.trice.s clés des communautés autochtones ciblées ainsi qu'auprès de 65 délégué.e.s participants lors d'un atelier organisé en marge d'une conférence organisée en janvier 2018 à Rama. De plus, des commentaires ont été recueillis auprès de 85 délégué.e.s alors qu'ils et elles étaient rassemblé.e.s en grand groupe. Les résultats de cette recherche ont

permis d'identifier des défis liés à la sécurité alimentaire comme les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, le coût élevé des aliments et la perte des connaissances traditionnelles. Les priorités identifiées comprennent la récupération de l'accès à la terre, la revitalisation des systèmes alimentaires locaux et la reconnexion avec la culture et les connaissances traditionnelles. Enfin, les actions identifiées pouvant favoriser un meilleur accès aux aliments frais et locaux impliquent de rendre les produits frais disponibles et abordables pour les communautés, de créer des marchés alimentaires dans la communauté avec une variété de vendeur.euse.s proposant des aliments produits localement, garantir des revenus suffisants et des opportunités d'emploi au sein des communautés autochtones ciblées, de mettre l'accent sur l'importance de l'approvisionnement alimentaire provenant de la chasse, la pêche ou le jardinage, et de mettre en place des politiques visant à mieux gérer, protéger et préserver les terres contre les pesticides, les herbicides et les activités industrielles (Domingo et al., 2021).

Horlick et collab. (2023) ont réalisé une étude visant à documenter les expériences et les perspectives des Nunavummiuts en matière de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire dans les communautés du Nunavut, plus précisément à Arviat et à Iqaluit, au Canada, pendant la pandémie de COVID-19. Les chercheur.euse.s ont mené des entretiens narratifs avec sept participant.es, dont trois à Iqaluit et quatre à Arviat. Les résultats de l'étude ont révélé que les organisations inuites ont utilisé les fonds fédéraux pour soutenir les communautés, en leur permettant d'acheter de la nourriture et du matériel pour leurs activités sur les terres. Cela a facilité l'accès aux aliments traditionnels et aux terres pour les membres de ces communautés. Les fonds ont été utilisés pour l'achat de matériel de récolte et de chasse tels que des fusils, permettant à ceux et à celles qui ne pouvaient pas se rendre sur leurs terres auparavant d'y accéder. Dans le but de réduire les impacts négatifs des fermetures d'entreprises et de l'isolement obligatoire sur la sécurité alimentaire des familles, Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI) a mis en place la distribution

de paniers alimentaires à Arviat et à Iqaluit. Les participant.es ont souligné l'amélioration significative de la sécurité alimentaire grâce à ce soutien. La pandémie a permis de mobiliser le financement et a donné le temps aux membres des communautés de s'engager dans des activités de récolte et de chasse. Cependant, les mesures de confinement ont entravé le fonctionnement des programmes alimentaires tels que les services de repas à domicile et les petits déjeuners scolaires, limitant ainsi l'accès à ces services (Horlick & Chatwood, 2023).



L'étude de Kristin et collab. (2017) portait sur la concurrence dans la vente au détail des aliments dans les collectivités des Premières Nations du nord des provinces canadiennes, notamment dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon, au Nunavut, au Nunavik et au Labrador. L'objectif était d'examiner la concurrence de la North West Company (NWC) sur le marché de la vente au détail d'aliments dans ces collectivités en plus d'évaluer l'environnement de vente au détail en se basant sur les expériences et les

perceptions de la population concernant le prix, la qualité et la disponibilité des aliments. Les auteur.trice.s ont collecté des données en cartographiant 120 collectivités inaccessibles par la route pendant l'année afin d'évaluer le niveau de concurrence dans les régions nordiques. L'équipe a mené un sondage auprès des 92 résident.e.s des collectivités ciblées pour comprendre leurs expériences d'achat d'aliments et leurs perceptions. Pour ce faire, les auteur.trice.s ont utilisé un sondage virtuel préparé en collaboration avec des membres des collectivités et des aîné.e.s. Les résultats ont révélé que la NWC occupait une position dominante sur le marché de la vente au détail d'aliments, d'autant plus que 54 % des collectivités des Premières Nations ciblées ne disposaient d'aucune épicerie concurrente à la NWC. Les résultats du sondage ont également montré que de nombreuses personnes des collectivités à l'étude ne pouvaient pas se permettre d'acheter des aliments sains vendus au détail en raison de revenus fixes. Les participant.e.s ont exprimé leurs préoccupations concernant le coût élevé des aliments, la qualité médiocre des produits périssables, souvent peu frais, ainsi que la disponibilité limitée de certains aliments comme les fruits ou légumes frais et les produits laitiers. Les participant.e.s ont exprimé le souhait d'avoir accès à un plus grand choix d'aliments périssables en bon état dans leurs collectivités (Kristin et al., 2017).

Aux États-Unis, l'Intertribal Agriculture Council (IAC), un organisme national américain dédié à l'agriculture et aux ressources naturelles de 574 communautés tribales, a mené une étude pour mieux comprendre les défis et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les producteur.trice.s autochtones et les habitant.e.s de ces communautés (Mucioki et al., 2022). Des enquêtes en ligne ont été réalisées d'avril à août 2020, puis un suivi a été fait en décembre 2020. Les travaux ont impliqué 249 producteurs.trices, 36 producteur.trice.s autochtones, 53 chef.fe.s de tribus, 24 épicière.s et 39 producteur.trice.s lors du suivi. Les résultats ont mis en évidence des fermetures d'épiceries, d'installations de transformation et de points de vente ainsi que des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement en intrants

essentiels et en produits alimentaires. Les défis comprenaient aussi des difficultés d'accès aux aliments pour le bétail, une augmentation de l'insécurité alimentaire, l'isolement social, ainsi des difficultés dans les déplacements et l'accès aux ressources alimentaires et aux services dans les communautés concernées. Enfin, ces défis ont eu un impact significatif sur la santé mentale et physique des personnes au sein des communautés étudiées, ainsi que sur les ventes des producteurs amérindiens (Mucioki et al., 2022).

Plusieurs leçons peuvent être tirées de ces études. Tout d'abord, les aliments traditionnels provenant de la chasse, de la pêche, de la cueillette et/ou de l'agriculture jouent un rôle crucial dans l'identité culturelle des communautés autochtones. Ils véhiculent des valeurs telles que le partage, la réciprocité et le respect, et leur préservation est essentielle pour maintenir la connexion avec les savoirs et les traditions ancestrales. Il importe de souligner que la transmission des savoirs autochtones se fait dans les familles, entre les familles et par l'entremise de l'éducation scolaire. Ensuite, les femmes autochtones ont un rôle central dans la gouvernance du territoire et des ressources naturelles. Leurs connaissances, leur attachement au territoire et leur volonté de transmettre les savoirs et les valeurs traditionnelles représentent des atouts précieux lors des prises de décisions locales qui concernent l'alimentation et l'environnement. En outre, au sein des communautés autochtones, une alimentation saine est entravée par divers obstacles, tels que la faible disponibilité et les prix élevés des produits frais et nutritifs dans les magasins locaux, ainsi que les contraintes financières et la pauvreté. Dans ces circonstances, les femmes célibataires ou séparées avec de jeunes enfants apparaissent comme étant particulièrement vulnérables. De plus, l'influence croissante des aliments de restauration rapide, des produits surgelés, des conserves et des aliments transformés a un impact négatif sur la santé et le bien-être

des communautés autochtones, en particulier chez les jeunes générations. Enfin, les défis tels que les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, et les pratiques forestières intensives nécessitent des actions concrètes pour favoriser un meilleur accès aux aliments frais et locaux. Cela comprend la création de marchés alimentaires locaux, la garantie de revenus suffisants et d'opportunités d'emploi au sein des communautés autochtones, ainsi que la mise en place de politiques de gestion durable des terres et des ressources.

4.4 INITIATIVES ET POLITIQUES RENFORÇANT LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Dans la présente section, les principales initiatives et politiques alimentaires mobilisées dans les systèmes alimentaires autochtones documentés dans la littérature sont présentées. Afin de renforcer les systèmes alimentaires des communautés autochtones, les initiatives les plus fréquemment mises en œuvre sont :

- 1) l'implantation de serres communautaires (Lamalice et al., 2016), de jardins communautaires (Chen & Natcher, 2019), de jardins scolaires ou éducatifs (Parent, 2021) ;
- 2) les cuisines de transformation communautaires (aussi appelées agri-hubs communautaires) (Conseil de la Nation Atikamekw, 2020; Fardkhales & Mello, 2020) ;
- 3) les politiques alimentaires visant à renforcer la souveraineté alimentaire (First Nations Development Institute, 2016) ;
- 4) les programmes de subvention mis en place pour soutenir la souveraineté alimentaire des communautés autochtones ;
- 5) les initiatives d'entreprises agricoles et/ou visant à réduire les frais de transport dans les régions éloignées et

- 6) les initiatives visant à soutenir les projets liés aux activités traditionnelles telles que la chasse et la pêche (Gouvernement du Canada, 2019; Haslam et al., 2023). Des outils d'évaluation spécifiquement conçus pour mesurer la souveraineté alimentaire dans les communautés autochtones sont également offerts (First Nations Development Institute, 2014). Deux recensions des écrits ont été publiées quant aux initiatives visant à soutenir la capacité des communautés à produire localement des aliments sains et à développer leurs compétences et infrastructures associées et à transformer ces produits pour la conservation et la consommation (Gutierrez et al., 2023; Maudrie et al., 2021).



4.4.1 Serres communautaires, jardins communautaires et jardins scolaires. En ce qui concerne l'implantation des serres communautaires, l'étude menée par Lamalice et al. (2016) a examiné ces initiatives à Kuujuaq, au Nunavik, et à Iqaluit, au Nunavut, en utilisant l'approche CBPR et en réalisant plus d'une centaine d'entretiens individuels. Les résultats de l'étude ont montré que les principaux avantages des projets de serres nordiques résident dans les bénéfices à long terme pour la santé physique et psychologique, le gain en autonomie face aux importations, le renforcement du tissu social, la création d'emplois, la réinsertion sociale et la transmission des connaissances. Néanmoins, les auteur.trice.s ont également identifié plusieurs défis à relever, dont le manque de financement pour les projets à petite échelle, les failles dans la coordination et l'entretien en raison de l'absence de travailleur.euse.s salarié.e.s, et le manque de connaissances techniques nécessaires pour faire face aux conditions bioclimatiques (Lamalice et al., 2016).

En ce qui concerne les jardins communautaires, Chen et Natcher (2019) ont réalisé une étude visant à cartographier les jardins communautaires et les serres établis dans le nord du Canada, couvrant le Labrador, le Nunavik, le Nunavut, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. L'inventaire a permis de recenser 36 jardins communautaires et 17 serres. Selon les auteur.trice.s, ces initiatives sont perçues comme faisant partie de la solution pour promouvoir la disponibilité et la consommation d'aliments sains dans les communautés nordiques éloignées et pour réduire la dépendance locale aux aliments importés coûteux, peu nutritifs et souvent introuvables dans les points de vente locaux (Chen & Natcher, 2019). Parent (2021) a mené une recherche-action participative avec la communauté crie de Chisasibi pour identifier et mettre en place des solutions novatrices favorisant la sécurité alimentaire. L'étude incluait onze entretiens individuels, de l'observation directe et de la documentation photo et vidéo. Les participant.e.s ont privilégié l'organisation de jardins scolaires, d'ateliers de jardinage et la remise en fonction de la ferme de Fort-George pour permettre le transfert de connaissances en

agriculture vers la communauté de Chisasibi. Ces initiatives étaient ancrées dans une démarche de réappropriation de l'approvisionnement, des prix et de la qualité des aliments, dans le but de soutenir la communauté crie de Chisasibi (Parent, 2021).

4.4.2 Projets agricoles et des formations agricoles.

Quant aux programmes mis en place pour soutenir les projets agricoles des peuples autochtones, le rapport intitulé « Support for Indigenous Peoples in the Agriculture and Agri-Food Industry » (Gouvernement du Canada, 2019) en a brossé un portrait. Ce rapport présente divers programmes visant à soutenir les initiatives agricoles des peuples autochtones et à renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaires des communautés autochtones au Canada (Gouvernement du Canada, 2019). Parmi ces programmes, AgriDiversité vise à accroître la participation des groupes sous-représentés dans le secteur agricole avec ses deux initiatives autochtones déjà financées, soit le Council for the Advancement of Native Development Officers et l'Institut de formation agricole du Nord. Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Québec a lancé l'Initiative pour l'agriculture et les systèmes alimentaires autochtones, qui vise à renforcer les opportunités de développement économique des peuples autochtones dans le secteur agricole. En outre, le programme Agri-science d'Agriculture Canada, dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable (PAC durable), vise à accélérer l'innovation dans le domaine de l'agriculture en fournissant un financement et un soutien aux projets de recherche qui bénéficient au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Gouvernement du Canada, 2023b).

Les organisations non gouvernementales jouent également un rôle dans le soutien au développement agricole et à la sécurité alimentaire des communautés autochtones au Canada. Par exemple, le Northern Farm Training Institute met en place une initiative offrant une formation agricole aux communautés autochtones pour favoriser la création des jardins et renforcer leur souveraineté alimentaire. Enfin, l'initiative 4-H

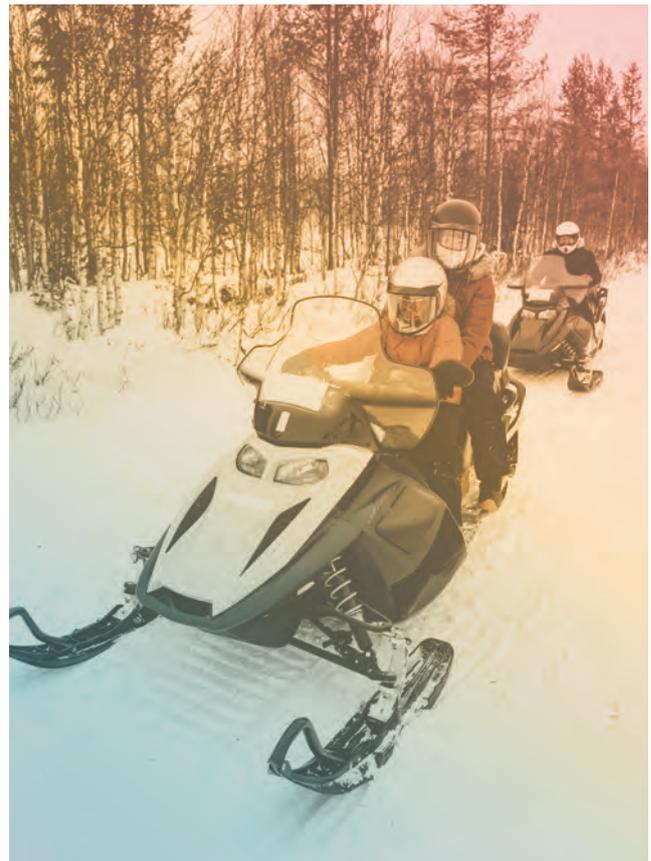
Ontario sensibilise les jeunes autochtones à l'agriculture et aux opportunités d'emploi dans le secteur agricole depuis 20 ans, et ce, en collaboration avec les communautés autochtones, tout en abordant les questions de sécurité alimentaire (Gouvernement du Canada, 2019).

4.4.3 Cuisines de transformation communautaires.

En ce qui concerne les agri-hubs communautaires ou cuisines de transformation communautaires, Fardkhales et Mello (2020) ont mené une étude dans la vallée de Lualualei, sur la côte Wai'anae d'Oahu, à Hawaï. Elle visait à examiner les contributions du Wai'anae Food Hub aux fermes biologiques de la communauté. L'étude incluait l'analyse des données administratives du Wai'anae Food Hub et un groupe de discussion avec les producteur.trice.s de la communauté. Ces producteur.trice.s ont rapporté travailler à temps partiel et toucher un faible revenu. Cependant, les données ont indiqué que les producteur.trice.s ont participé plus que prévu à l'agri-hub, et ce, dès son lancement ; que l'agri-hub a permis de renforcer les pratiques agricoles traditionnelles et de créer un revenu de subsistance pour les petit.e.s entrepreneur.euse.s ; qu'il a permis d'intégrer des personnes marginalisées ; et qu'il a amélioré l'accès aux aliments locaux. Ultiment, ce projet a permis de renforcer la souveraineté alimentaire, de revitaliser la force culturelle et de réduire la pauvreté. Cependant, les défis liés au coût et à l'accès à l'eau restent des obstacles pour ces cultivateur.trice.s de Wai'anae. Selon les auteur.trice.s, les agri-hubs peuvent jouer un rôle clé dans la mobilisation des ressources alimentaires, notamment lorsque la chaîne d'approvisionnement conventionnelle s'arrête, comme lors de la pandémie de COVID-19 (Fardkhales & Mello, 2020). Depuis 2020, le Conseil de la nation Atikamekw envisage de mettre sur pied un agri-hub communautaire incluant des installations de transformation alimentaire, de former une main-d'œuvre pouvant exercer différents métiers liés à la transformation alimentaire dans la communauté et de développer l'entrepreneuriat Atikamekw (Conseil de la Nation Atikamekw, 2020).

4.4.4 Réduction des frais de transport des aliments et des coûts des aliments frais et sains dans les épiceries. De plus, le ministère Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) appuie le programme Nutrition Nord Canada, lancé en 2011, dans le but de fournir des aliments sains et abordables aux communautés isolées du Nord. Ce programme subventionne les frais de transport pour les détaillants et fournisseurs afin de réduire le coût des aliments sains et périssables dans les communautés éloignées du nord du Canada (Gouvernement du Canada, 2019). Ces subventions permettent de réduire les coûts élevés associés au transport des aliments sur de longues distances et dans les régions éloignées, ce qui se traduit par des prix plus abordables dans les épiceries locales (Gouvernement du Canada, 2020b). Par exemple, les détaillants et les fournisseurs peuvent bénéficier de subventions pour le transport aérien ou maritime des aliments périssables et nutritifs tels que les fruits, les légumes et les produits laitiers (Gouvernement du Canada, 2020b). Le programme Nutrition Nord Canada est un exemple concret de l'engagement du gouvernement canadien à rendre les aliments périssables et nutritifs plus accessibles et plus abordables dans les communautés isolées du Nord canadien, ce qui entraîne une réduction des prix dans les magasins (Gouvernement du Canada, 2020b). Cependant, il convient de noter que malgré les efforts déployés dans ce programme, les améliorations tangibles dans l'accessibilité et l'abordabilité des aliments sains et périssables dans ces communautés n'ont pas été observées.

4.4.5 Renforcement des activités alimentaires traditionnelles. En ce qui concerne le renforcement des activités alimentaires traditionnelles, le projet Going Off, Growing Strong au Nunatsiavut est un bel exemple. Ce projet permet aux jeunes de participer à des sorties de chasse avec des chasseurs expérimentés et ainsi de contribuer à la récolte d'aliments et de remplir les congélateurs de la communauté. Cela renforce les compétences et le lien des jeunes avec leur communauté, et fournit des aliments traditionnels aux personnes dans le besoin, tout



en respectant les pratiques de partage du peuple inuit (Gouvernement du Canada, 2019). Ce projet encourage la transmission intergénérationnelle des valeurs, des connaissances et des compétences traditionnelles essentielles aux jeunes en matière de chasse et de récolte d'aliments traditionnels, favorisant la connexion culturelle dans la communauté de Nain, dans la région du Nunatsiavut (Hirsch et al., 2016). Les activités comprennent des voyages en groupe des jeunes avec des chasseurs expérimentés. Ces voyages offrent aux jeunes l'occasion d'apprendre à conduire sur de longues distances en motoneige, de découvrir comment leurs mentors se déplacent sur terre et sur l'eau, et, pour certains d'entre eux, de vivre des expériences uniques, telles que la chasse aux ours polaires ou l'observation d'un ours polaire sur terre (Hirsch et al., 2016). De plus, lors de ces voyages, les jeunes sont souvent impliqués dans des activités telles que la collecte de bois de chauffage, la pêche et la vérification des pièges, apportant ainsi leur aide aux chasseurs. Par ailleurs, les jeunes participent à d'autres types

d'activités, telles que la distribution d'aliments aux foyers dans le besoin et la participation aux activités de congélation communautaire, notamment la préparation de colis d'aliments à livrer. Ils apprennent également à cuisiner et à préparer des repas à base de viandes sauvages, comme une pizza au caribou ou des galettes de poisson à l'omble arctique. De plus, les jeunes contribuent à la sécurité alimentaire en aidant à livrer des aliments aux membres, en particulier aux aîné.e.s, chaque fois qu'il y a suffisamment de stocks disponibles (Hirsch et al., 2016). Enfin, les jeunes sont également impliqué.e.s dans le fonctionnement général de la congélation communautaire, en aidant à préparer les viandes sauvages pour la communauté (découpe, pesée, emballage) et en participant à des dîners communautaires pour célébrer les aliments sains disponibles localement (Hirsch et al., 2016).



4.4.6 Rédaction de politiques alimentaires et législation par les communautés. En ce qui concerne les politiques alimentaires adoptées par les nations autochtones aux États-Unis,

une publication du First Nations Development Institute (2016) en a établi un portrait. Ces politiques alimentaires renforcent les systèmes alimentaires autochtones, la souveraineté alimentaire, le contrôle des systèmes alimentaires locaux et l'autorité réglementaire en allant au-delà des fonctions habituelles d'influence des comportements alimentaires. Plusieurs exemples de politiques alimentaires autochtones sont mentionnés dans cette publication. Tout d'abord, la nation Muscogee (Creek) d'Oklahoma a adopté la politique de souveraineté alimentaire Mvskoke « Food and Fitness Policy » en 2010. Cette politique issue d'un groupe de travail sur la souveraineté alimentaire vise à réduire l'insécurité alimentaire et à promouvoir la souveraineté alimentaire au niveau local. Depuis sa publication, une nouvelle politique d'approvisionnement a été mise en place pour permettre aux programmes tribaux d'acheter des fruits et légumes frais directement auprès des agriculteurs locaux. De plus, en janvier 2014, la nation Navajo a adopté la loi « Healthy Diné Nation Act », qui établit une taxe de vente de 2 % sur la malbouffe, les boissons sucrées et les restaurants-minute vendus sur leur territoire afin de décourager leur consommation. Elle élimine la taxe de vente de 5 % sur les aliments sains tels que les fruits, les légumes et les noix. Finalement, en décembre 2015, la nation Yurok de Californie a adopté une législation interdisant les saumons et les plantes génétiquement modifiés sur son territoire. Cette législation vise à protéger les ressources naturelles et à réduire l'utilisation des pesticides dans la région. Ces exemples démontrent que les politiques alimentaires autochtones représentent de puissants outils permettant aux nations autochtones de contrôler, gérer et réglementer leurs systèmes alimentaires (First Nations Development Institute, 2016).

4.4.7 Programmes d'apprentissage et d'éducation.

Concernant les programmes mis en place pour que les communautés autochtones en apprennent davantage sur la souveraineté alimentaire, Haslam et collab. (2023) ont, dans leur article, présenté une recherche-intervention intitulée « Food Resource Equity and Sustainability for Health » (FRESH). Celle-ci avait pour objectif

de promouvoir la souveraineté alimentaire et l'éducation nutritionnelle auprès des parents d'enfants autochtones d'âge préscolaire de la nation osage en Oklahoma. Le programme FRESH, d'une durée de 16 semaines, combinait des éléments en ligne et en présentiel. Un total de 94 parents et tuteur.trice.s, principalement des femmes (88,9 %), y ont participé. La mise en œuvre du programme FRESH était supervisée par un comité exécutif composé du ou de la chef.fe adjoint.e de la nation Osage, de directeur.trice.s de tous les programmes scolaires participants, des ancien.ne.s de la tribu, ainsi que de l'équipe de recherche de l'université d'Oklahoma. Le programme FRESH comprenait des leçons en ligne présentées sous forme de vidéos et de textes écrits abordant des thèmes tels que l'éducation nutritionnelle, l'éducation à un mode de vie sain et les pratiques parentales saines. En plus du contenu en ligne, les participant.e.s étaient invité.e.s à assister à quatre réunions mensuelles en personne. Ces réunions offraient l'opportunité d'en apprendre davantage sur la souveraineté alimentaire, de discuter des activités de souveraineté alimentaire dans leurs communautés, de déguster des repas autochtones préparés à partir d'ingrédients locaux, et de fournir des commentaires et de poser des questions sur le contenu en ligne. Les réunions en personne étaient axées sur la restauration et/ou le renforcement de pratiques de cueillette, de chasse et de préparation d'aliments propres à la nation osage. Les parents présents recevaient des recettes, de la nourriture et du matériel de cuisine pour préparer à la maison des recettes spécifiques à l'intervention familiale. Les auteur.trice.s ont souligné que le programme FRESH avait été bien accueilli et avait attiré un grand nombre de participant.es. Le principal résultat observé était une augmentation de la consommation de légumes et de fruits chez les enfants autochtones (Haslam et al., 2023). Plus près de nous à Opitciwan, un programme d'apprentissage scolaire est aussi en développement.

4.4.8. Les initiatives de dépannage alimentaire.

Pour répondre aux besoins spécifiques des communautés autochtones en situation de précarité alimentaire, différentes initiatives de dépannage alimentaire sont mises en place, telles

que les banques alimentaires, les distributions de paniers alimentaires, les coupons alimentaires, les soupes populaires, la distribution de repas sains et culturellement adaptés, ainsi que les programmes de don d'aliments en échange de bénévolat. Par exemple, en 2022-2023, le ministère Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada (CIRNAC) a élargi la subvention pour le programme « Initiative horizontale » du gouvernement du Canada (2023a). L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les résident.e.s des collectivités isolées du Nord aient un meilleur accès à des aliments locaux spécifiques à leur culture et à leurs besoins alimentaires, ainsi qu'à des aliments périssables et nutritifs à un prix plus abordable. Dans le cadre de cette initiative, les banques alimentaires et les organismes à but non lucratif fournissent gratuitement des aliments essentiels aux résident.e.s des collectivités isolées du Nord qui ne disposent pas d'un accès par voie terrestre ou maritime tout au long de l'année. De façon similaire, le gouvernement du Canada a alloué en 2021 30 millions de dollars à Services aux Autochtones Canada pour favoriser l'accès aux aliments dans les communautés autochtones (Gouvernement du Canada, 2021). Parmi les autres initiatives, on peut distinguer des dons d'entreprises. À titre d'exemple, la compagnie Loblaw Limited a fait des dons afin de soutenir quatre organismes autochtones pour l'achat de viande et de légumes frais et pour la distribution de paniers alimentaires (Loblaw Companies Limited, 2023).

4.4.9. Les programmes alimentaires dans les écoles.

En ce qui concerne les programmes alimentaires dans les écoles, diverses initiatives sont mises en place, telles que les jardins scolaires, la livraison de lunchs et de collations gratuites et les ateliers de cuisine, afin de répondre aux besoins alimentaires des enfants, de favoriser leur éducation alimentaire et de renforcer leurs liens avec la culture et l'environnement. À titre d'exemple, un projet a été réalisé au Kipohtakaw Education Centre dans une école allant de la maternelle à la 12^e année et située dans la communauté rurale Première Nation Alexander au centre de l'Alberta (Hanbazaza et al., 2015). Cette intervention nutritionnelle scolaire comprenait la mise en place d'un jardin scolaire à l'aide de 25 conteneurs EarthBox®, des dégustations

d'aliments cultivés (ex. : tomates, haricots verts, betteraves, laitue, carottes, poivrons verts) et un programme de collations à base de fruits et de légumes. Les participant.e.s étaient des élèves du primaire. Le projet s'est appuyé sur des principes de recherche participative communautaire, favorisant l'inclusion et le partenariat, avec la communauté qui a joué un rôle actif dans le processus de recherche. Le projet était guidé par le Comité de recherche Alexander (ARC), composé de chercheur.euse.s de l'Université de l'Alberta, d'ainé.e.s de la Première Nation, d'éducateur.trice.s, de travailleur.euse.s de la santé et d'autres membres des services communautaires. Le directeur de l'école et les enseignant.e.s ont été consulté.e.s afin de faciliter la mise en œuvre du projet et de garantir sa compatibilité avec l'environnement scolaire (Hanbazaza et al., 2015). À cela s'est ajouté un programme supplémentaire appelé « Alberta Project Promoting Active Living and Healthy Eating » (APPLE) Schools qui a permis aux enfants de goûter quotidiennement des fruits et légumes crus différents (ex. : framboises, ananas, oranges, pois mange-tout, céleri, carottes). De plus, une fois par mois, les enfants préparaient des smoothies aux fruits (Hanbazaza et al., 2015).

4.4.10 Outils d'évaluation pour mesurer la souveraineté alimentaire. En ce qui a trait aux outils d'évaluation spécifiquement conçus pour mesurer la souveraineté alimentaire au sein des communautés autochtones, le First Nations Development Institute (2014) a développé un outil d'évaluation de la souveraineté alimentaire destiné aux communautés autochtones, visant à reconquérir leurs systèmes alimentaires locaux en améliorant leur connaissance des ressources, des besoins et des problèmes alimentaires. Cet outil a été développé pour faciliter la collecte de données sur les systèmes alimentaires locaux et fournir un cadre aux communautés autochtones évaluant l'accès à la nourriture, l'utilisation des terres et la politique alimentaire. Pour le First Nations Development Institute (2014), les évaluations de la souveraineté alimentaire remplissent plusieurs objectifs importants : comprendre les liens de la chaîne d'approvisionnement, garantir l'accès à l'alimentation, éliminer la faim, renforcer

l'autonomie et la sécurité alimentaire, créer des systèmes alimentaires démocratiques, préserver la culture et développer des systèmes alimentaires durables (First Nations Development Institute, 2014).

4.4.11 Les bénéfiques des interventions à composantes multiples. Deux recensions des écrits ont été publiées sur les interventions à composantes multiples visant à contribuer à la souveraineté alimentaire des communautés autochtones, celle de Maudrie et al. (2021) et celle de Gutierrez et al. (2023).

Maudrie et al. (2021) ont réalisé une recension des écrits et identifié des principes clés pour renforcer la souveraineté alimentaire dans les communautés autochtones. Un total de 20 études d'intervention publiées entre le 1^{er} janvier 2000 et le 5 février 2020 ont été incluses dans cette recension. Les résultats ont identifié 20 interventions aux États-Unis et au Canada suivant les principes de la souveraineté alimentaire autochtone à des degrés divers. La majorité de ces études ont été menées auprès d'adultes aux États-Unis. Quatre principes de la souveraineté alimentaire ont été identifiés : 1) l'appropriation par la communauté des interventions ; 2) l'inclusion des connaissances culturelles sur l'alimentation ; 3) la promotion des aliments traditionnels et locaux ; et 4) la durabilité environnementale des interventions. Les composantes des interventions comprenaient celles présentées ci-dessus (aux points 4.4.1 à 4.4.10). La plupart des études ont évalué les changements psychosociaux en incluant des facteurs tels que les connaissances, les perceptions, les préférences, les intentions et le soutien social, ainsi que des résultats liés aux pratiques alimentaires. De plus, ces études ont constaté un impact positif sur l'alimentation, notamment une augmentation de la consommation d'aliments traditionnels et de la qualité alimentaire.

La recension des écrits de Gutierrez et al. (2023) prenait la forme d'une revue systématique visant à identifier les éléments communs des interventions réussies en matière de souveraineté alimentaire au sein des communautés autochtones aux

États-Unis et au Canada. Les auteur.trice.s ont consulté les bases de données jusqu'en juin 2022 et ont mis à jour la recherche en janvier 2023. Un total de 20 articles ont été inclus dans cette revue et quatre catégories d'éléments favorisant la réussite dans les interventions en matière de souveraineté alimentaire ont été identifiées : il s'agit de 1) la transmission des connaissances et des compétences au sein de la communauté par l'entremise d'ateliers pratiques ; 2) la promotion de la connexion culturelle à travers les pratiques culturelles ; 3) la préparation directe et la consommation d'aliments traditionnels à l'aide de programmes communautaires ; 4) et les partenariats et collaborations communautaires actifs (c'est-à-dire l'établissement de partenariats solides et de collaborations étroites tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés autochtones).

Ces deux recensions ont respectivement permis de mettre en lumière les quatre principes clés permettant de renforcer la souveraineté alimentaire autochtone dans les interventions (Maudrie et al., 2021) et les quatre éléments favorisant la réussite des interventions en matière de souveraineté alimentaire (Gutierrez et al., 2023). Cependant, ces deux recensions ont également permis de souligner des lacunes dans les interventions mises en œuvre :

- 1) les interventions mobilisent peu ou pas de cadres théoriques guidant l'opérationnalisation de la souveraineté alimentaire autochtone ;
- 2) certaines interventions ne s'inscrivent pas explicitement ou implicitement dans une perspective de souveraineté alimentaire, mais plutôt de sécurité alimentaire ;
- 3) les facteurs de réussite ou d'échec des interventions analysées sont souvent peu explorés, ce qui limite notre compréhension des conditions favorables à la souveraineté alimentaire autochtone ;
- 4) les interventions se concentrent le plus souvent sur la promotion de la production agricole, ce qui limite la compréhension globale de la souveraineté alimentaire. A contrario, les interventions visant la gouvernance alimentaire, les politiques de soutien à la souveraineté alimentaire, les accords sur le coût du transport des denrées alimentaires, les programmes alimentaires déployés dans les écoles, les services communautaires d'aide alimentaire et les agri-hubs communautaires étaient peu documentés ; et
- 5) les interventions portaient également une attention modeste à la préservation et à la valorisation des pratiques alimentaires traditionnelles, des savoirs autochtones, des arts culinaires autochtones et des systèmes alimentaires propres aux communautés. Pourtant, ces derniers aspects sont essentiels afin de garantir que les interventions soutiennent véritablement la vision et les aspirations des communautés autochtones en matière de souveraineté alimentaire.





5. CONCLUSION

Cette revue narrative de la littérature a exploré les systèmes alimentaires autochtones au Québec en soulignant les défis et réussites en matière de souveraineté alimentaire. Plusieurs leçons peuvent être tirées.

Premièrement, plusieurs concepts sont mobilisés pour appréhender les systèmes alimentaires autochtones, tels que les savoirs autochtones des communautés, la souveraineté alimentaire autochtone et l'approche décoloniale. Ces concepts jouent un rôle crucial dans la lutte contre les impacts du colonialisme et dans la promotion de l'autodétermination alimentaire (FAO, 2021; FIDA, 2016; Parent et al., 2023; Vijayan et al., 2022). Les savoirs autochtones, comme le soulignent la FAO (2021) et Vijayan et al. (2022), sont riches, diversifiés et nécessaires pour comprendre en profondeur les écosystèmes, leurs ressources locales, leurs capacités, ainsi que les pratiques durables qui y sont liées. Reconnaître ces savoirs autochtones peut transformer profondément les pratiques alimentaires actuelles, et les savoirs autochtones peuvent aussi éclairer les processus d'observation, d'adaptation et d'atténuation liés aux conséquences du changement climatique (FIDA, 2016). La notion de souveraineté alimentaire est centrale en ce qu'elle reflète la lutte pour la décolonisation, la sécurisation culturelle et l'autodétermination (Parent et al., 2023; Ray et al., 2019). Notre revue de la littérature a non seulement mis en évidence la richesse des savoirs autochtones, mais mis en surbrillance l'importance de reconnaître et de valoriser ces savoirs au sein des systèmes alimentaires, ce qu'une publication antérieure avait déjà mis en valeur en soulignant les fonctions, capacités et contributions autochtones dans la compréhension des écosystèmes, territoires et ressources locales (FAO, 2021). Pareillement, un article sur les savoirs autochtones dans

les transformations du système alimentaire a indiqué que reconnaître politiquement les savoirs des peuples autochtones peut contribuer à transformer les systèmes alimentaires (Vijayan et al., 2022). Une autre publication a révélé que les savoirs autochtones peuvent éclairer les processus d'observation, d'adaptation et d'atténuation liées au changement climatique (FIDA, 2016). En effet, la souveraineté alimentaire autochtone reconnaît les impacts négatifs du colonialisme sur la relation au territoire et à l'alimentation et vise à décoloniser ces rapports en respectant une vision holistique de l'alimentation qui soit respectueuse du territoire et des individus (Parent et al., 2023). Lorsqu'on aborde les systèmes alimentaires autochtones dans une perspective de souveraineté alimentaire, il est essentiel de respecter les principes clés de cette approche (Côté, 2016; Morrison, 2011), notamment : la reconnaissance de la nourriture comme un don sacré du créateur ; la participation continue des communautés autochtones à l'action en matière d'alimentation ; l'autodétermination de ces communautés dans le choix et la qualité des aliments traditionnels adaptés à leur culture ; ainsi que la réconciliation des valeurs alimentaires et culturelles autochtones avec les lois et politiques coloniales (Côté, 2016; Morrison, 2011).

Une approche décoloniale est essentielle pour renforcer la souveraineté alimentaire autochtone, déconstruire les structures de pouvoir coloniales et restituer le contrôle des systèmes alimentaires aux communautés. Côté (2016) promeut la revitalisation des pratiques et

des savoirs écologiques autochtones et s'oppose à l'agriculture industrielle globalisée. Un tel processus est décrit par Parent et al. (2023) citant Simpson (2001) comme un effort pour renverser le pouvoir colonial dans les sphères bureaucratiques, culturelles et linguistiques et promouvoir une renaissance des connaissances traditionnelles. Les chercheur.es, décideur.es et organisations devraient intégrer ces concepts pour développer des interventions respectueuses et collaboratives avec les communautés autochtones.



Deuxièmement, cette revue a permis de documenter les enjeux politiques, socio-économiques, environnementaux et de santé impactant la souveraineté alimentaire des communautés autochtones au Québec. Tout d'abord, les études de notre analyse soulignent à gros traits l'impact majeur des politiques coloniales sur les systèmes alimentaires autochtones au Québec. En effet, ces politiques coloniales ont entraîné la dépossession des terres et l'assimilation des peuples autochtones,

limitant la transmission des cultures, religions, langues traditionnelles et savoirs ancestraux. Ce traumatisme historique a impacté l'utilisation des systèmes alimentaires autochtones au Québec. Dans ce contexte, les dirigeant.es autochtones sont largement préoccupé.es par les changements observés dans les systèmes alimentaires autochtones, notamment la perte de connaissances traditionnelles et de pratiques culturelles (Malli et al., 2023). De nombreuses études ont aussi souligné que les politiques coloniales ont limité l'accès aux activités de subsistance comme la chasse, la pêche et la cueillette, conduisant à une transition vers des modes de vie de plus en plus sédentaires et une dépendance croissante à la consommation d'aliments hautement transformés achetés en magasin (Blanchet et al., 2021; Loukes et al., 2021; Malli et al., 2023; Sonia et al., 2016).

Ensuite, l'exclusion récurrente et la réduction de l'autonomisation des peuples autochtones des processus décisionnels liés à l'utilisation des terres et des ressources naturelles se sont révélées des enjeux importants. Les relations politiques entre les communautés autochtones du Québec et du Canada et les entités extérieures sont déséquilibrées en matière de pouvoir, plaçant les communautés autochtones en posture de dépendance à l'égard des gouvernements et des institutions non autochtones. Les Inuit de Rigolet ont témoigné de leur frustration face à leur exclusion des décisions de gestion du caribou, considérant les méthodes actuelles comme injustes et compromettant leurs relations avec le gouvernement provincial (Snook et al., 2020). De plus, Doyon et al. (2021) ont observé que des barrières politiques, juridiques et économiques néolibérales limitent la capacité des communautés autochtones à influencer les décisions et y intégrer leurs valeurs, le cadre juridique restreignant parfois leur expression dans les processus décisionnels. Enfin, une revitalisation et un renforcement de la souveraineté alimentaire sont nécessaires pour réformer en profondeur les systèmes alimentaires autochtones. Ceci implique d'assurer l'accès des communautés autochtones à leurs territoires traditionnels de manière à contrer leur dépendance aux aliments

transformés et à protéger leur habitat de la contamination (Wendimu et al., 2018). De plus, une collaboration étroite entre les communautés autochtones, les organisations communautaires et les paliers de gouvernements est cruciale pour promouvoir l'autonomie autochtone et permettre une meilleure gestion locale des services (Gouvernement du Canada, 2024). L'objectif est de renforcer les relations intergouvernementales à travers un partenariat solide et respectueux avec les gouvernements du Québec et du Canada (Gouvernement du Canada, 2024).

Troisièmement, cette revue a mis en évidence les défis liés au transport et à la logistique dans les communautés autochtones québécoises éloignées. En effet, les difficultés liées à l'acheminement d'aliments frais et sains, l'approvisionnement en aliments adaptés sur le plan culturel et les prix élevés des denrées alimentaires fraîches et saines sont des obstacles à une offre d'aliments sains et abordables dans les communautés autochtones éloignées et isolées (Ladouceur & Hill, 2002; Leibovitch Randazzo & Robidoux, 2018; Wendimu et al., 2018). Des études antérieures ont indiqué que le transport d'aliments frais et nutritifs vers les communautés autochtones éloignées et isolées au Canada présente divers défis, notamment le coût élevé de l'approvisionnement alimentaire local (Leibovitch Randazzo & Robidoux, 2018; Pal et al., 2013; Sonia et al., 2016) et la longue chaîne d'approvisionnement que ces aliments doivent suivre avant d'atteindre ces communautés (Skinner et coll., 2016).

Par exemple, le prix des pommes, des bananes et des raisins était nettement plus élevé dans les communautés des Premières Nations du nord du Manitoba, que celles-ci aient accès ou non à une route praticable (Wendimu et al., 2018). Combinés à des problèmes socioéconomiques comme la pauvreté, des revenus insuffisants, le chômage, un sous-emploi chronique et des conditions de logement précaires, ces inégalités ont compliqué l'accès à une alimentation saine et nutritive en plus de hausser les problèmes de santé liés à l'alimentation comme l'obésité, le diabète, et, plus généralement, une détérioration

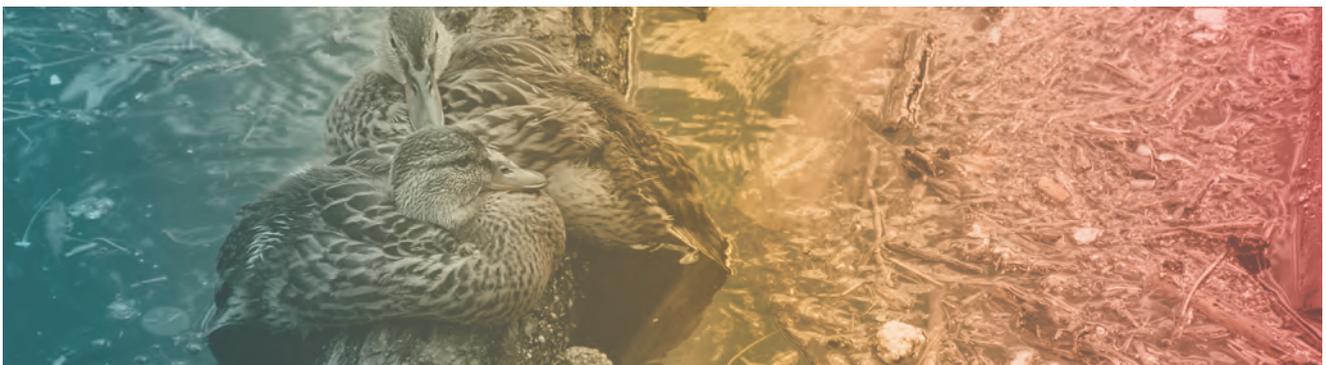
de la santé physique et psychosociale des membres des communautés autochtones. En effet, de recherches antérieures ont rapporté que ces défis socioéconomiques sont associés à un risque plus élevé d'insécurité alimentaire (Chan et al., 2006; Willows et al., 2009), à une consommation moindre d'aliments riches en nutriments (Tarasuk et al., 2010) et à des régimes alimentaires riches en énergie, mais pauvres en nutriments (Gates et al., 2015).

Ces résultats enjoignent à prendre différentes mesures pour améliorer l'approvisionnement en aliments sains, nutritifs et abordables dans les communautés autochtones éloignées et isolées. Tout d'abord, les gouvernements provinciaux et fédéral doivent absolument mettre en place des solutions de transport et de logistique efficaces et abordables pour faciliter l'acheminement des aliments frais et nutritifs vers les communautés autochtones éloignées, par exemple des partenariats financés avec des organisations locales. Pour élargir l'accès aux aliments frais et culturellement adaptés, il convient aussi d'encourager et de soutenir le développement d'une agriculture locale, par exemple à travers des programmes de formation agricole, l'octroi de subventions aux agriculteurs locaux ou la création de marchés locaux. Ensuite, les gouvernements provinciaux et fédéraux doivent soutenir financièrement et assister logistiquement les programmes soutenant les activités traditionnelles comme la chasse, la pêche et la cueillette d'aliments ainsi que les cours de cuisine pour les communautés autochtones. Enfin, si l'on recherche des solutions durables, une approche collaborative impliquant les gouvernements provinciaux et fédéral, les communautés autochtones et les organisations communautaires est indispensable. Financer les communautés autochtones ne suffit pas : il faut les consulter dans l'élaboration de politiques et programmes alimentaires leur étant destinés.

Quatrièmement, les systèmes alimentaires autochtones du Québec font face à d'importants obstacles environnementaux, notamment la dégradation de l'environnement, la présence de contaminants, la perte en biodiversité et les changements climatiques. Ces défis restreignent la disponibilité et l'accessibilité en aliments traditionnels, augmentant du coup la dépendance des communautés autochtones à une alimentation hautement transformée. Ces défis compromettent les récoltes d'aliments traditionnels et, mis ensemble, haussent le risque d'insécurité alimentaire et ses conséquences néfastes sur la santé (Galappaththi et al., 2019). Ils entravent également les capacités d'adaptation et de résilience des communautés autochtones ainsi que leur capacité à préserver leur autodétermination, leur pouvoir et leur ingéniosité dans l'exploitation des ressources (Galappaththi et al., 2019). De nombreuses études antérieures ont montré que les changements climatiques affectent la disponibilité d'aliments traditionnels en réduisant leur accessibilité pour les peuples autochtones (Gilbert et al., 2020; Malli et al., 2023; Snook et al., 2020; Wendimu et al., 2018). Certain.es auteur.es soulignent que les changements climatiques et événements environnementaux des dernières années ont conduit au déclin soudain et chronique des populations de caribous, de bœufs musqués et de mammifères marins (Gilbert et al., 2020). De plus, les changements climatiques ont entraîné une réduction de l'abondance en espèces animales et végétales vitales constituant les systèmes alimentaires autochtones traditionnels (Malli et al., 2023). Les pêcheurs autochtones ont signalé une augmentation des températures de la mer

ainsi que des variations de vent, brouillard et glace, faisant obstacle à leur présence en mer et réduisant l'abondance et la variété des poissons (Malli et al., 2023).

Les résultats de notre travail montrent que devant les défis environnementaux auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires autochtones du Québec, il faut absolument et urgemment prendre des mesures pour protéger leur durabilité et leur résilience, notamment en rendant accessibles les aliments traditionnels des autochtones. Ceux-ci doivent, en partenariat avec les chercheur.es, décideur.es politiques et organisations communautaires, mettre en place des initiatives, politiques, programmes et pratiques pour préserver l'environnement, la restauration des écosystèmes et lutter contre les changements climatiques, notamment à travers la promotion de pratiques agricoles durables, la réduction des polluants et la conservation de la biodiversité. En s'appuyant sur des ressources et connaissances, la capacité d'adaptation des communautés autochtones doit aussi être renforcée de manière à faire face aux perturbations environnementales. On parle d'un soutien à la gestion des ressources naturelles, une promotion de l'agriculture traditionnelle et une diversification des sources alimentaires. Il faut finalement protéger les connaissances et pratiques autochtones liées aux systèmes alimentaires, ce qui implique de reconnaître, valoriser et respecter les droits qu'ont les autochtones sur leurs savoirs.



Cinquièmement, cette revue a identifié des initiatives renforçant la souveraineté alimentaire des communautés autochtones comme la mise en place de serres, de potagers et de cuisines communautaires ou le soutien aux activités traditionnelles de chasse, pêche et cueillette. Des efforts sont également déployés au sein des écoles, notamment à travers des jardins éducatifs, des ateliers culinaires et une distribution de collations. On propose aussi des formations agricoles et agroalimentaires, et des subventions sont accordées pour couvrir les coûts de transport. Des mesures économiques et/ou fiscales facilitent aussi l'accès aux aliments sains dans les épiceries locales. Enfin, des outils d'évaluation de la souveraineté alimentaire sont développés dans les communautés autochtones.

Étudiant les communautés autochtones au nord du Manitoba, Thompson et al. (2011) ont souligné l'importance d'un développement économique communautaire lié à l'alimentation pour un meilleur accès aux aliments sains et nutritifs locaux et un renforcement de la souveraineté alimentaire. L'approche de développement économique communautaire de la Northern Healthy Food Initiatives (NHFI, DEC) a rempli ces critères pour significativement impacter le développement des 14 communautés autochtones du nord du Manitoba. En 2009, 7 nouvelles serres et 33 nouveaux jardins ont vu le jour ; des centaines de nouveaux congélateurs ont été acquis ; et des formations sur la conservation des aliments ainsi que différents ateliers culinaires ont été offerts (Thompson et al., 2011). Plusieurs chercheurs ont souligné l'efficacité des programmes de soutien aux aliments traditionnels issus de la chasse, de la pêche ou de la cueillette dans l'accès aux aliments traditionnels et au bien-être à long terme des communautés autochtones, d'autant plus devant les changements environnementaux (Sonia et al., 2016). Ces programmes favorisent la continuité culturelle et la préservation des compétences et connaissances, renforçant progressivement la souveraineté alimentaire des communautés autochtones (Sonia et al., 2016). Des interventions nutritionnelles globales ont également été mises en place dans les écoles gérées par les Premières Nations au Canada, notamment des programmes de petit-déjeuner,

de collation et de déjeuner ; des jardins scolaires ; et des cours ou des clubs de cuisine (Gillies et al., 2022). Ces initiatives ont non seulement permis aux élèves d'approfondir leurs connaissances sur les aliments autochtones traditionnels sains, de pratiquer leurs compétences culinaires et de partager des repas sains, mais les liens entre l'école, les familles et la communauté s'en sont vus renforcés, contribuant ainsi à la souveraineté alimentaire (Gillies et al., 2022). À l'école Lach Klan de la nation Gitxaala, au Canada, l'intégration d'activités d'alphabétisation alimentaire comme les jardins et les programmes de lecture d'été (Smith, 2020) ont contribué à l'atteinte des objectifs de souveraineté alimentaire en renforçant les connaissances culturelles et faisant la promotion de l'autonomie alimentaire des communautés autochtones (Smith, 2020).

Des initiatives de formation agroalimentaire ont aussi été mises en œuvre pour renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones. L'article de Yung et Neathway. (2020) traite d'un projet axé sur le modèle « Community Champion », qui se concentre sur des méthodes de conservation sécuritaires des aliments. Ce projet a été réalisé par la First Nations Health Authority (FNHA) en collaboration avec les Premières Nations de la Colombie-Britannique, au Canada. Chaque nation a désigné un individu travaillant dans les programmes alimentaires pour participer à un atelier de formation des formateurs portant sur les méthodes sécuritaires de conservation des aliments et la mise en conserve (Yung & Neathway, 2020). L'objectif était de favoriser l'autonomisation des Premières Nations de la Colombie-Britannique en renforçant leurs compétences et capacités pour faire en sorte qu'elles puissent mettre en place des programmes de conservation des aliments dans leurs communautés. De plus, cette initiative, à travers le modèle de champion communautaire, visait à accroître l'accès à la transformation et au partage d'aliments traditionnels préservés de manière sécuritaire (Yung & Neathway, 2020). Des études antérieures ont indiqué que le gouvernement canadien a mis en œuvre les programmes Aliments-Poste et Nutrition Nord Canada pour subventionner le coût du transport des denrées alimentaires

vers les communautés autochtones éloignées et isolées (Majid & Grier, 2010; Naylor, 2019; Naylor et al., 2020), y favorisant et simplifiant ainsi l'accès à une alimentation saine (Majid & Grier, 2010; Naylor, 2019; Naylor et al., 2020).

Par ailleurs, dans une étude décrivant les politiques de tarification favorables à la santé dans les communautés aborigènes et insulaires du détroit de Torres en Australie, Ferguson et al. (2018) indiquent que les politiques de tarification locales dans les magasins communautaires de ces régions isolées et déterminées par l'organe directeur pouvaient accroître l'accessibilité financière des aliments et améliorer les résultats en matière de santé. Elles se concentraient principalement sur la promotion des aliments sains comme les fruits et légumes et sur la restriction des aliments « malsains » comme les boissons gazeuses artificiellement sucrées. Une réduction de prix sur les premiers et une hausse sur les seconds ont été envisagées (Ferguson et al., 2018). Blue Bird Jernigan et al. (2021) ont relevé des indicateurs clés de souveraineté alimentaire des communautés autochtones, notamment : (1) l'accès aux ressources naturelles et aux terres cultivables pour garantir la disponibilité d'aliments culturellement appropriés ; (2) la production alimentaire au sein de la communauté ; (3) le commerce des produits alimentaires ; (4) la consommation alimentaire ; (5) les politiques mises en place dans la communauté pour protéger la terre, les ressources et les producteurs ; (6) la participation communautaire ; et (7) la préservation de la culture des communautés pour soutenir le renforcement des capacités communautaires (Blue Bird Jernigan et coll., 2021). Adaptés localement, ces indicateurs clés peuvent être utilisés par les communautés autochtones pour construire leurs systèmes alimentaires (Blue Bird Jernigan et al., 2021).

Finalement, les résultats soulignent la nécessité, pour les décideur.es politiques et les organisations communautaires œuvrant dans les communautés autochtones, de reconnaître et soutenir les initiatives renforçant la souveraineté alimentaire autochtone, par exemple à travers la mise en place de serres, de potagers et de cuisines communautaires, ainsi qu'un soutien aux activités traditionnelles de chasse, pêche et cueillette.

De telles initiatives facilitent l'accès à des aliments sains, nutritifs et traditionnels pour les communautés autochtones en plus de contribuer à la préservation de leurs connaissances et compétences traditionnelles. Les décideur.es politiques et organisations communautaires devraient travailler en étroite collaboration avec les écoles des communautés autochtones pour sensibiliser les jeunes à l'importance d'une alimentation saine et d'une agriculture locale vivante. Des programmes éducatifs comme des jardins éducatifs, des ateliers culinaires et autres activités d'alphabétisation alimentaire devraient aussi être développés dans le but ultime de renforcer les connaissances culturelles, les compétences culinaires et l'autonomie alimentaire autochtone.

Les décideur.es politiques et organisations communautaires devraient aussi investir dans des formations agroalimentaires, autonomisant ainsi les communautés autochtones dans la mise en place de leurs propres programmes alimentaires durables, sécuritaires et protecteurs de leurs aliments traditionnels. Les formations pourraient porter sur la cuisine ou la transformation alimentaire et comporter des cuisines collectives, des cours de cuisine ou des séances de préparation et de mise en conserve. Il faut par ailleurs soutenir des programmes de subventions comme Aliments-Poste ou Nutrition Nord Canada en plus d'explorer d'autres mesures qui rendent les aliments sains et nutritifs abordables et accessibles dans les épiceries locales des communautés autochtones éloignées. Davantage de collaborations avec ces points de vente sont souhaitables, tout comme le développement de marchés publics et de kiosques maraîchers. Aussi, les décideur.es politiques devraient continuer à soutenir les mesures économiques et/ou fiscales et utiliser les outils d'évaluation de souveraineté alimentaire dans leurs interventions au sein des communautés autochtones, car ceux-ci fournissent une base pour évaluer et suivre les progrès réalisés dans la réalisation de la souveraineté alimentaire au sein de ces communautés.

Cette revue narrative de la littérature présente néanmoins certaines limites. Premièrement, elle ne prétend pas recueillir l'ensemble des

documents de la littérature grise et scientifique relatifs à notre sujet de recherche, mais vise plutôt à dresser un portrait général de notre domaine d'étude, ce qui peut entraîner un certain biais dans la sélection des sources. Ainsi, des études supplémentaires pourraient être le lieu de perspectives complémentaires et approfondies. De plus, cette revue s'est principalement concentrée sur les travaux canadiens et états-unis. Pour mieux comprendre les initiatives déployées par les communautés autochtones en

matière de souveraineté alimentaire, il faudrait élargir le spectre géographique de la prochaine revue de littérature. Enfin, cette revue a peu documenté les enjeux liés à la reconnaissance des savoirs autochtones, à la gouvernance alimentaire autochtone et aux relations avec les organisations politiques externes aux communautés, aspects qui sont pourtant d'une importance capitale pour comprendre les dynamiques du renforcement de la souveraineté alimentaire autochtone.

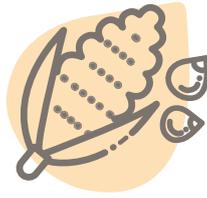
En conclusion, cette revue narrative de la littérature revêt une importance sociale considérable pour les communautés autochtones, les décideur.es politiques et les organisations communautaires. Tout d'abord, elle répond aux besoins de connaissances et aux aspirations des communautés autochtones en matière de revitalisation de leurs systèmes alimentaires et, ultimement, de renforcement de leur souveraineté alimentaire. Elle fournit des informations précieuses sur les enjeux

politiques, socioéconomiques, de santé et environnementaux liés à l'alimentation des communautés autochtones au Québec et propose une liste d'initiatives et de politiques mobilisées renforçant la souveraineté alimentaire autochtone. Elle peut en ce sens guider les décideur.es politiques et organisations communautaires dans la planification de futures initiatives visant à renforcer la souveraineté alimentaire autochtone au Québec.



TABLEAU 1. EXEMPLES D'INITIATIVES MOBILISÉES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

TYPE D'INITIATIVES ET POLITIQUES
Volet agricole, agroalimentaire et entrepreneurial
Jardins et serres communautaires et collectives
Fermes autochtones
Formation d'agronomes
Cuisines de transformation communautaires
Collaboration avec les épiceries locales
Soutien aux entreprises agroalimentaires
Volet sécurité alimentaire, équité et bien-être communautaire
Soutien aux activités de chasse, pêche, cueillette et frigos partage
Réappropriation des pratiques traditionnelles
Cours de cuisine autochtones et de transformation d'aliments traditionnels
Cuisines collectives, livraisons de repas et paniers prêts-à-cuisiner
Dépannage alimentaire et autres activités d'aide alimentaire
Projets d'inclusion/d'insertion de personnes en situation de marginalisation
Activités dans les écoles (ex. : jardins éducatifs, distribution de collation)
Volet coordination dans la communauté et avec les organisations externes
Cercles d'échange sur l'alimentation et de collaboration des parties prenantes
Réseautage avec les autres communautés autochtones
Soutien aux leaders et organismes communautaires pour porter les projets (y compris des formations, subventions et accompagnement)
Activités d'évaluation de la souveraineté alimentaire
Volet politiques alimentaires
Subventions des coûts de transport et d'accès aux aliments sains
Élimination de taxes de vente sur les aliments sains et/ou instauration de taxes sur certains produits
Interdiction des produits/plantes génétiquement modifiés



6. RÉFÉRENCES

- Abdul, M., Ingabire, A., Lam, C. Y. N., Bennett, B., Menzel, K., MacKenzie-Shalders, K., & van Herwerden, L. (2023). Indigenous food sovereignty assessment—A systematic literature review. *Nutrition & Dietetics*, <https://doi.org/10.1111/1747-0080.12813>
- Alabi, B. O., & Robin, T. (2022). Food insecurities and dependencies: Indigenous food responses to COVID-19. *AlterNative: An International Journal of Indigenous Peoples*, 11771801221137639. <https://doi.org/10.1177/11771801221137639>
- Alahyane, S. (2017). La souveraineté alimentaire ou le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. *Politique étrangère, Automne*(3), 167-177. <https://doi.org/10.3917/pe.173.0167>
- Ashleigh Domingo. (2022). *Initiatives communautaires visant à renforcer la sécurité alimentaire locale et la souveraineté alimentaire : mise à l'échelle de l'approche des cercles d'apprentissage auprès des communautés des Premières Nations*. UWSpace. Retrieved from <https://uwspace.uwaterloo.ca/handle/10012/18337>
- Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2013). L'empowerment. *Une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte. <https://galileesp.org/wp-content/uploads/2021/07/lempowerment-un-nouveau-vocabulaire-pour-parler-de-participation-Cairn-info-2013.pdf>
- Basile, S., Asselin, H., & Martin, T. (2018). Co-construction of a data collection tool: A case study with Atikamekw women. *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 17(3), 840-860. <https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1414>
- Basile, S., Asselin, H., & Martin, T. (2021). Perceptions des femmes atikamekw de leur rôle et de leur place dans la gouvernance du territoire et des ressources naturelles. *Revue d'études autochtones*, 51(2-3), 9-19. <https://doi.org/10.7202/1097372ar>
- Batal, M., Chan, L., Sadik, T., Tikhonov, C., & Barwin, L. (2021). *Le droit à l'alimentation : regard d'un océan à l'autre sur la sécurité alimentaire des Premières Nations vivant dans des réserves au sud du 60e parallèle*. Retrieved from <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/INAN/Brief/BR11151489/br-external/FirstNationsFoodNutritionandEnvironmentStudy-f.pdf>
- Bergeron, O., Richer, F., & Bruneau, S. (2015). L'alimentation des Premières Nations et des Inuits au Québec | INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/publications/2054>
- Bertrand, L., Marier, C., Morrow, C., & St-Denis, A. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire—Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux*. Retrieved from <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf>
- Best, I. (2022). *Food Sovereignty as Purpose and Strategy: the Role of Agriculture in the Zapatista Approach to Indigenous Autonomy and Governance from Below*. UCLA: Library. Retrieved from <https://escholarship.org/uc/item/5gm071j9>
- Blanchet, R., Batal, M., Johnson-Down, L., Johnson, S., Louie, C., Terbasket, E., Terbasket, P., Wright, H., & Willows, N. (2021). An Indigenous food sovereignty initiative is positively associated with well-being and cultural connectedness in a survey of Syilx Okanagan adults in British Columbia, Canada. *BMC Public Health*, 21(1). <https://doi.org/10.1186/s12889-021-11229-2>
- Blanchet, C., & Rochette, L. (2011). *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : Une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*. Institut national de santé publique du Québec. Retrieved from <https://www.inspq.qc.ca/es/node/3536>
- Blue Bird Jernigan, V., Maudrie, T. L., Nikolaus, C. J., Benally, T., Johnson, S., Teague, T., Mayes, M., Jacob, T., & Taniguchi, T. (2021). Food Sovereignty Indicators for Indigenous Community Capacity Building and Health [Mini Review]. *Frontiers in sustainable food systems*, 5. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.704750>
- Brisebois, É., & Audet, R. (2018). Portrait des systèmes alimentaires alternatifs au Québec : enjeux, organisation et défis. 1-27. <https://chairetransition.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/48/2018/09/Portrait-des-systemes-alimentaires-alternatifs-au-Quebec-enjeux-organisation-et-defis.pdf>
- British Columbia environmental assessment office. (2020). Guide to Indigenous Knowledge in Environmental Assessments. https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/environment/natural-resource-stewardship/environmental-assessments/guidance-documents/2018-act/guide_to_indigenous_knowledge_in_eas_v1_-_april_2020.pdf

- Browne, J., Lock, M., Walker, T., Egan, M., & Backholer, K. (2020). Effects of food policy actions on Indigenous Peoples' nutrition-related outcomes: a systematic review. *BMJ Global Health*, 5(8). DOI: 10.1136/bmjgh-2020-002442
- Bultrini, D. B., Vidar, M., Knuth, L., Rae, I., & économique, D. d. l. a. d. a. e. (2010). *Guide pour légiférer sur le droit à l'alimentation*. FAO Retrieved from <http://www.fao.org/publications/card/en/c/92ef210a-d191-5a85-8c99-cdb2d854a26c>.
- Calvès, A.-E. (2009). « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, 200(4), 735-749. <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0735>
- Castleden, H., & Garvin, T. (2008). Modifying Photo-voice for community-based participatory Indigenous research. *Social Science & Medicine*, 66(6), 1393-1405. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953607005813>
- Centre national de collaboration de la santé autochtone. (2012). *L'état des connaissances sur la santé des Autochtones: examen de la santé publique autochtone au Canada*. Prince George, Colombie-Britannique. Auteur. Retrieved from <https://www.ccnsa-nccah.ca/docs/context/RPT-StateKnowledgeReview-FR.pdf>
- CGIPN. (2012). *Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2008-10 : Rapport national sur les adultes, les adolescents et les enfants qui vivent dans les communautés des Premières Nations*. Ottawa : CGIPN. Retrieved from https://fnigc.ca/wp-content/uploads/2020/09/rhs_phase_2_2008_2010_fr_final_0.pdf
- Chan, Laurie, Malek Batal, Tonio Sadik, Constantine Tikhonov, Harold Schwartz, Karen Fediuk, Amy Ing, Lesya Marushka, Kathleen Lindhorst, Lynn Barwin, Peter Berti, Kavita Singh, & Receveur, O. (2019). *First Nations Food, Nutrition & Environment Study. Final Report for Eight Assembly of First Nations Regions : Draft Comprehensive Technical Report*. Assembly of First Nations, University of Ottawa, Université de Montréal. Retrieved from http://www.fnfnes.ca/docs/FNFNES_draft_technical_report_Nov_2_2019.pdf
- Chan, H. M., Fediuk, K., Hamilton, S., Rostas, L., Caughey, A., Kuhnlein, H., Egeland, G., & Loring, E. (2006). Food security in Nunavut, Canada: barriers and recommendations. *International Journal of Circumpolar Health*, 65(5), 416-431. <https://doi.org/10.3402/ijch.v65i5.18132>
- Chen, A., & Natcher, D. (2019). Greening Canada's Arctic food system: Local food procurement strategies for combating food insecurity. *Canadian Food Studies / La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 6(1), 140-154. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v6i1.301>
- Chilisa, B. (2012). *Indigenous research methodologies*. Sage publications. https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=UXuuDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PT24&ots=BkRRNu402pU&sig=oibt6SK7kdFfy_rW6yEtuauDtUs&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false
- Clendenning, J., Dressler, W. H., & Richards, C. (2016). Food justice or food sovereignty? Understanding the rise of urban food movements in the USA. *Agriculture and Human Values*, 33(1), 165-177. <https://doi.org/10.1007/s10460-015-9625-8>
- Conseil de la Nation Atikamekw. (2018). SOINS DE LONGUE DURÉE DANS LES RÉSERVES. Mémoire présenté par le Conseil de la Nation Atikamekw au Comité permanent des affaires autochtones et du nord. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/INAN/Brief/BR10064820/br-external/ConseilDeLaNationAtikamekw-f.pdf>
- Conseil de la Nation Atikamekw. (2020). Infrastructures Atikamekw de transformation alimentaire: Produits Forestiers Non-Ligneux (PFNL).
- Conseil des académies canadiennes. (2014). La sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord du Canada: Évaluation de l'état des connaissances. In: Ottawa, comité d'experts sur l'état des connaissances. https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2018/10/food-security_fullreportfr.pdf
- Coté, C. (2016). "Indigenizing" Food Sovereignty. Revitalizing Indigenous Food Practices and Ecological Knowledges in Canada and the United States. *Humanities*, 5(3), 57. <https://doi.org/10.3390/h5030057>
- Coté, C. (2022). *Indigenous food sovereignty : realizing its potential for indigenous decolonization ' self -determination and community health*. In Leeuw, S. de, Stout, R., Larstone, R., & Sutherland, J. *Introduction to Determinants of First Nations, Inuit, and Métis Peoples' Health in Canada*. Canadian Scholars' Press https://scholar.google.com/scholar_url?url=https://books.google.com/books%3Fhl%3Dfr%26lr%3D%26id%3D4LWEEAAAQBAJ%26oi%3Dfnd%26pg%3DPA225%26dq%3Dfood%2Bsystem%26ots%3D14P3mwYdJt%26sig%3DN8f9z9mBODjqRjzba6L0FEQtpjM&hl=fr&sa=X&d=4545785195100770432&ei=hfYMY5CyKYOvywTgr5o&scisig=AAGBfm3CZpNvtHSX8yUVc-HDfZsX4PtlhBg&oi=scholaralrt&hist=TDcTsjEAAA AJ:127299164227038802:AAGBfm1OL8ytaF6Ch8bXBeXuWRFWZzTakw&html=&pos=13&folt=kw
- CRSA. (2015). *Comprendre la sécurité alimentaire : Pour en finir avec la faim !* Retrieved from <https://www.consortium-mauricie.org/file/comprendre-la-securite---alimentaire.pdf>
- CRSH. (2018). Énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains – EPTC 2 (2018). Retrieved from https://ethics.gc.ca/fra/policy-politique_tcps2-eptc2_2018.html
- CSSSPNQL. (2013; 2008). *Enquête régionale sur la santé des premières nations du Québec. Chapitre 1 : Caractéristiques sociodémographiques*. Retrieved from <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2482412?docref=xPdNOO5pQxST3zdljuZUaw>

- Darsigny-Trépanier, M., Nepton-Hotte, C., Jérôme, L., & Uzel, J.-P. (2019). *L'appropriation culturelle et les peuples autochtones : entre protection du patrimoine et liberté de création*, Montréal, GRIAAC, 65 p. Retrieved from https://archipel.uqam.ca/12187/1/rapport_griaac_appropriation_culturelle.pdf
- Déclaration de Nyéléni. (2007). Forum pour la Souveraineté Alimentaire. Sélingué, Mali, 23 – 27 février 2007. https://nyeleni.org/DOWNLOADS/Nyeleni_FR.pdf
- Delamour, C., Joncas, J.-A., & Bernard, D. (2021). Kasalokada ta lagwosada. Travaillons ensemble dans la même direction. In. <https://hal.science/hal-03904484/document>
- Delormier, T., Horn-Miller, K., McComber, A. M., & Marquis, K. (2017). Reclaiming food security in the Mohawk community of Kahnawà:ke through Haudenosaunee responsibilities. *Matern Child Nutr*, 13 Suppl 3(Suppl 3). <https://doi.org/10.1111/mcn.12556>
- Delormier, T., & Marquis, K. (2018). Building Healthy Community Relationships Through Food Security and Food Sovereignty. *Current Developments in Nutrition*, 3(Supplement_2), 25-31. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzy088>
- Desmarais, A. A., & Wittman, H. (2014). Farmers, foodies and First Nations: getting to food sovereignty in Canada. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1153-1173. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.876623>
- Domingo, A., Charles, K.-A., Jacobs, M., Brooker, D., & Hanning, R. M. (2021). Indigenous Community Perspectives of Food Security, Sustainable Food Systems and Strategies to Enhance Access to Local and Traditional Healthy Food for Partnering Williams Treaties First Nations (Ontario, Canada). *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(9), 4404. <https://doi.org/10.3390/ijerph18094404>
- Doyon, A., Boron, J., & Williams, S. (2021). Unsettling transitions: Representing Indigenous peoples and knowledge in transitions research. *Energy Research & Social Science*, 81. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102255>
- Edelman, M., Weis, T., Bavisar, A., Borrás, S. M., Holt-Giménez, E., Kandiyoti, D., & Wolford, W. (2014). Introduction: critical perspectives on food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 911-931. <https://doi.org/10.1080/03066150.2014.963568>
- Élisabeth, K. (2020). « La transmission culturelle chez les Premiers Peuples comme dynamique de mieux-être et d'empowerment : Approches méthodologiques pour mieux travailler ensemble », Commission canadienne pour l'UNESCO. Retrieved from <https://fr.ccunesco.ca/-/media/Files/Unesco/Resources/2020/08/Transmission-CulturellePremiersPeuples.pdf>
- Environnement et Changement climatique Canada. (2016). *Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : Risque provenant de l'agriculture sur la qualité du sol et de l'eau*. Retrieved from https://www.canada.ca/content/dam/eccc/migration/main/indicateurs-indicators/30607eed-5c17-4460-bfc8-0572e1f1b105/agriculturesoilwaterquality_fr.pdf
- FAO. (2008). *Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire*. Retrieved from <http://www.fao.org/3/al936f/al936f.pdf>
- FAO. (2009). Le droit à l'alimentation et les peuples autochtones. <https://www.fao.org/right-to-food/resources/resources-detail/fr/c/164834/>
- FAO. (2021). *The White/Wiphala Paper on Indigenous Peoples' food systems*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb4932en>.
- FAO; Alliance of Bioversity International, & CIAT. (2021). *Indigenous Peoples' Food Systems: Insights on Sustainability and Resilience from the Front Line of Climate Change*. Rome. . In: FAO, Alliance of Bioversity International, and CIAT Rome, Italy. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb5131en>
- Fardkhales, S. A., & Mello, C. (2020). The role of regional food hubs in Indigenous communities: Wai' anae Food Hub at Kahumana Organic Farms. *Journal of Indigenous Social Development*, 9(2), 24-59. <https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/jisd/article/view/69694>
- Ferguson, M., O'Dea, K., Altman, J., Moodie, M., & Brimblecombe, J. (2018). Health-Promoting Food Pricing Policies and Decision-Making in Very Remote Aboriginal and Torres Strait Islander Community Stores in Australia. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(12). <https://doi.org/10.3390/ijerph15122908>
- FIDA. (2016). L'avantage des savoirs traditionnels. https://www.ifad.org/documents/38714170/40320989/traditional_knowledge_advantage_f.pdf/87a0c5d8-517a-4902-9c3c-fb333a07a520
- FIDA. (2021). *Indigenous food systems are at the heart of resilience*. Retrieved from <https://www.ifad.org/en/web/latest/-/story/indigenous-food-systems-are-at-the-heart-of-resilience>
- First Nations Development Institute. (2014). *Food Sovereignty Assessment Tool* (2nd ed.). Longmont, Colorado: First Nations Development Institute. <https://www.firstnations.org/publications/food-sovereignty-assessment-tool-2nd-edition/>
- First Nations Development Institute. (2016). *Roots of Change: Food Policy in Native Communities*. Longmont, CO. <https://www.firstnations.org/wp-content/uploads/publication-attachments/Roots%20of%20Change%20-%20Food%20Policy%20FINAL.pdf>
- Galappaththi, E. K., Ford, J. D., & Bennett, E. M. (2019). A framework for assessing community adaptation to climate change in a fisheries context. *Environmental science & policy*, 92, 17-26. <https://www.science-direct.com/acces.bibl.ulaval.ca/science/article/pii/S1462901118311481?via%3Dihub>

- Gates, A., Skinner, K., & Gates, M. (2015). The diets of school-aged Aboriginal youths in Canada: a systematic review of the literature. *J Hum Nutr Diet*, 28(3), 246-261. <https://doi.org/10.1111/jhn.12246>
- Gilbert, S. Z., Walsh, D. E., Levy, S. N., Maksagak, B., Milton, M. I., Ford, J. D., Hawley, N. L., & Dubrow, R. (2020). Determinants, effects, and coping strategies for low-yield periods of harvest: a qualitative study in two communities in Nunavut, Canada. *Food Security : The Science, Sociology and Economics of Food Production and Access to Food*, 13(1), 157-179. <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01112-0>
- Gillies, C., Blanchet, R., Gokiart, R., Farmer, A., & Willows, N. D. (2022). Comprehensive Nutrition Interventions in First Nation-Operated Schools in Canada. *Canadian journal of dietetic practice and research : a publication of Dietitians of Canada = Revue canadienne de la pratique et de la recherche en diététique : une publication des Diététistes du Canada*, 83(3), 128-132. <https://doi.org/10.3148/cjdpr-2021-039>
- Godrie, B., Boucher, M., Bissonnette, S., Chaput, P., Flores, J., Dupéré, S., Gélinau, L., Piron, F., & Bandini, A. (2020). Injustices épistémiques et recherche participative: un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés. *Gateways: International Journal of Community Research and Engagement*, 13(1). <https://epress.lib.uts.edu.au/journals/index.php/ijcre/article/view/7110>
- Gouvernement du Canada. (2019). Support for indigenous peoples in the agriculture and agri-food industry. Report of the Standing Committee on Agriculture and Agri-Food. https://publications.gc.ca/collections/collection_2019/parl/xc12-1/XC12-1-1-421-17-eng.pdf
- Gouvernement du Canada. (2020a). Établir de nouvelles orientations à l'appui de la recherche et de la formation en recherche autochtone au Canada 2019—2022 [Rapport sur les plans et priorités]. Retrieved from <https://www.canada.ca/fr/comite-coordination-recherche/priorites/recherche-autochtone/plan-strategique-2019-2022.html>
- Gouvernement du Canada. (2020b). *Nutrition North Canada*. Retrieved from <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1576437858843/1576437881780#sec2>
- Gouvernement du Canada. (2021). Le gouvernement du Canada accorde un financement de huit millions de dollars à des organismes inuits pour lutter contre l'insécurité alimentaire. <https://www.canada.ca/fr/services-autochtones-canada/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-accorde-un-financement-de-huit-millions-de-dollars-a-des-organismes-inuits-pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire.html>
- Gouvernement du Canada. (2023a). *Initiatives horizontales : Nutrition Nord Canada*. Retrieved from <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1695129230311/1695129279390>
- Gouvernement du Canada. (2023b). *Programme Agri-Science – Projets* Retrieved from <https://agriculture.canada.ca/en/programs/agriscience-projects>
- Gouvernement du Canada. (2024). Autonomie gouvernementale. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100032275/1529354547314>
- Grey, S., & Patel, R. (2015). Food sovereignty as decolonization: some contributions from Indigenous movements to food system and development politics. *Agriculture and Human Values*, 32(3), 431-444. <https://doi.org/10.1007/s10460-014-9548-9>
- Guilbeault-Cayer, E. m. (2016). De l'assimilation à l'intégration ? : discussion sur l'empowerment des Autochtones pendant le Comité mixte sur la Loi des Indiens de 1946. *Bulletin d'histoire politique*, 24(3), 82-97. <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2016-v24-n3-bhp02546/1036734ar.pdf>
- Gutierrez, B. V., Kaloostian, D., & Redvers, N. (2023). Elements of Successful Food Sovereignty Interventions within Indigenous Communities in the United States and Canada: A Systematic Review. *Current Developments in Nutrition*, 101973. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.cdnut.2023.101973>
- Hanbazaza, M. A., Triador, L., Ball, G. D. C., Farmer, A., Maximova, K., Alexander First, N., & Willows, N. D. (2015). The Impact of School Gardening on Cree Children's Knowledge and Attitudes toward Vegetables and Fruit. *Canadian journal of dietetic practice and research : a publication of Dietitians of Canada = Revue canadienne de la pratique et de la recherche en diététique : une publication des Diététistes du Canada*, 76(3), 133-139. <https://doi.org/10.3148/cjdpr-2015-007>
- Hanemaayer, R., Anderson, K., Haines, J., Lickers, K. R., Lickers Xavier, A., Gordon, K., & Tait Neufeld, H. (2020). Exploring the Perceptions of and Experiences with Traditional Foods among First Nations Female Youth: A Participatory Photovoice Study. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(7), 2214. <https://doi.org/10.3390/ijerph17072214>
- Haslam, A. P., Love, C. M. P. H., Taniguchi, T. M. P. H., Williams, M. B. P., Wetherill, M. S. P., Sisson, S. P., Weedn, A. E. M. D., Jacob, T. P., & Blue Bird Jernigan, V. D. (2023). Development and Implementation of a Hybrid Online and In-Person Food Sovereignty and Nutrition Education Curriculum for Native American Parents: The FRESH Study. *Health Education & Behavior*, 50(3), 430-440. <https://doi.org/10.1177/10901981211067168>
- Hill, R., Adem, C. i. d., Alangu, W. V., Molnár, Z., Aumeeruddy-Thomas, Y., Bridgewater, P., Tengö, M., Thaman, R., Adou Yao, C. Y., Berkes, F., Carino, J., Carneiro da Cunha, M., Diaw, M. C., Díaz, S., Figueroa, V. E., Fisher, J., Hardison, P., Ichikawa, K., Kariuki, P., . . . Xue, D. (2020). Working with Indigenous, local and scientific knowledge in assessments of nature and nature's linkages with people. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 43, 8-20. <https://doi.org/10.1016/j.coust.2019.12.006>

- Hirsch, R., Furgal, C., Hackett, C., Sheldon, T., Bell, T., Angnatok, D., Winters, K., & Pamak, C. (2016). Going Off, Growing Strong: A program to enhance individual youth and community resilience in the face of change in Nain, Nunatsiavut. *Études/Inuit/Studies*, 40(1), 63-84. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1040145ar>
- Horlick, S., & Chatwood, S. (2023). Exploring community perspectives on the impacts of COVID-19 on food security and food sovereignty in Nunavut communities. *Scand J Public Health*, 14034948221139005. <https://doi.org/10.1177/14034948221139005>
- INSPQ. (2011). L'Enquête canadienne sur les mesures de la santé : résultats de la biosurveillance pour le plomb, le bisphénol A et le mercure total. <https://www.inspq.qc.ca/bise/article-principal-l-enquete-canadienne-sur-les-mesures-de-la-sante-resultats-de-la-biosurveillance-pour-le-plomb-le-bisphenol-et-le-mercure-total>
- INSPQ. (2016, 2017). *Diabète, Lla situation au Québec*. Retrieved from <https://www.inspq.qc.ca/santescope/syntheses/diabete>
- INSPQ. (2021). *Les revues narratives : fondements scientifiques pour soutenir l'établissement de repères institutionnels*. Retrieved from https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2780_revues_narratives_fondements_scientifiques_0.pdf
- Institut nordique du Québec. (2017). *Lignes directrices pour la recherche*. Institut nordique du Québec. Retrieved from <https://inq.ulaval.ca/fr/outils/lignes-directrices>
- Joseph, L., & Turner, N. J. (2020). "The Old Foods Are the New Foods!": Erosion and Revitalization of Indigenous Food Systems in Northwestern North America [Systematic Review]. *Frontiers in sustainable food systems*, 4. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2020.596237>
- Kristin, B., Kelly, S., Travis, H., Joseph, L., & Lori, C. (2017). Environnement alimentaire de la vente au détail et expériences de magasinage dans les collectivités des Premières nations du nord des provinces. 37(10), 373-382. <https://click.endnote.com/viewer?doi=10.24095%2Fhpcdp.37.10.03f&token=WzM4NzIxO-DUsIjEwLjI0MDk1L2hwY2RwLjM3LjEwLjAzZiJd.ucWH-56Q8zI6tbK5TgV3FtSbnmEw>
- Kuhnlein, H. V. (2015). Food system sustainability for health and well-being of Indigenous Peoples. *Public Health Nutrition*, 18(13), 2415-2424. <https://www.cambridge.org/core/journals/public-health-nutrition/article/food-system-sustainability-for-health-and-wellbeing-of-indigenous-peoples/33844473D94A7ADCA4C96D43B8F07102>
- Kuhnlein, H. V., & Chotiboriboon, S. (2022). Why and How to Strengthen Indigenous Peoples' Food Systems With Examples From Two Unique Indigenous Communities [Policy and Practice Reviews]. *Frontiers in sustainable food systems*, 6. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.808670>
- Kyoon-Achan, G., Lavoie, J., Avery Kinew, K., Phillips-Beck, W., Ibrahim, N., Sinclair, S., & Katz, A. (2018). Innovating for Transformation in First Nations Health Using Community-Based Participatory Research. *Qualitative Health Research*, 28(7), 1036-1049. <https://doi.org/10.1177/1049732318756056>
- Ladouceur, L. L., & Hill, F. (2002). Results of the Survey on Food Quality in Six Isolated Communities in Labrador. Ottawa: Indian and Northern Affairs Canada. <https://publications.gc.ca/collections/Collection/R2-186-2001E.pdf>
- Lalonde, D. (2021). Does cultural appropriation cause harm? *Politics, Groups, and Identities*, 9(2), 329-346. <https://doi.org/10.1080/21565503.2019.1674160>
- Lamalice, A. (2019). *Geography of the Inuit Food System in Nunavik : from the land to the Supermarket Géographie du système alimentaire des Inuit du Nunavik : du territoire nourricier au supermarché* (Publication Number 2019MONTG085) Université Montpellier Université de Montréal]. 1. <https://theses.hal.science/tel-02861902>
- Lamalice, A., Avar, E., Coxam, V., Herrmann, T., Desbiens, C., Wittrant, Y., & Blangy, S. (2016). Soutenir la sécurité alimentaire dans le Grand Nord : projets communautaires d'agriculture sous serre au Nunavik et au Nunavut. *Études/Inuit/Studies*, 40(1), 147-169. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1040149ar>
- Laurie Chan, Malek Batal, Olivier Receveur, Tonio Sadik, Harold Schwartz, Amy Ing, Karen Fediuk, Constantine Tikhonov, & Lindhorst, K. (2019). Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations (EANEPN) : Résultats du Québec 2016. Ottawa : Université d'Ottawa, 2019, version imprimée. Retrieved from http://www.fehncy.ca/wp-content/uploads/2020/07/FNFNES-Quebec-Regional-Report-FRENCH_August_6.pdf
- Leblanc-Laurendeau, O. (2020). *L'insécurité alimentaire dans le Nord canadien : aperçu, publication no 2019-18-F, Ottawa, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement, 5 juillet 2019*. Retrieved from <https://lop.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/BackgroundPapers/PDF/2020-47-f.pdf>
- Lefrançois, D., & Éthier, M.-A. (2019). SLĀV : UNE ANALYSE DE CONTENU MÉDIATIQUE CENTRÉE SUR LE CONCEPT D'APPROPRIATION CULTURELLE. *Revue de recherches en littérature médiatique multimodale*, 9. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1062035ar>
- Leibovitch Randazzo, M., & Robidoux, M. A. (2018). The costs of local food procurement in a Northern Canadian First Nation community: an affordable strategy to food security? *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 14(5), 662-682. <https://doi.org/10.1080/19320248.2018.1464998>

- Lemke, S., & Delormier, T. (2017). Indigenous Peoples' food systems, nutrition, and gender: Conceptual and methodological considerations. *Maternal & Child Nutrition*, 13, e12499. <https://doi.org/10.1111/mcn.12499>
- Lévesque, C. (2009). *La recherche québécoise relative aux peuples autochtones à l'heure de la société du savoir et de la mobilisation des connaissances*, dans Natacha Gagné, Thibault Martin et Marie Salaiün (dir.), *Autochtonies. Vues de France et du Québec*, Québec, Les Presses de l'université Laval, p. 455-470. (p. 455-470). Presses de l'Université Laval et Réseau DIALOG. Retrieved from <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2019/12/Pour-en-savoir-plus-CLévesque-2009-FR-1-1.pdf>
- Loblaw Companies Limited. (2023). *Loblaw collabore avec Banques alimentaires Canada pour fournir de l'aide alimentaire d'urgence aux organismes autochtones dans le besoin*. Retrieved from <https://www.loblaw.ca/fr/loblaw-partners-with-food-banks-canada-to-provide-emergency-food-access-to-indigenous-organizations-in-urgent-need/>
- Loignon, C., Leblanc, C., Dupéré, S., Godrie, B., & Gervais, L. (2022). *Des recherche participatives engagées et réflexives*. Dans Dupéré, S., Loignon, C., Gervais, L., & Godrie, B (Dirs.). *Recherches participatives et équité en santé* (pp. 1-14). Les Press de l'Université Laval. Presses de l'Université Laval. https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=dshsEAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR13&dq=Des+recherche+participatives+engag%C3%A9es+et+r%C3%A9flexives+&ots=bO2OLOsuE&sig=YN_Ktv9pKCvcegWYjzw9Szbsu8Y&redir_esc=y#v=onepage&q=Des%20recherche%20participatives%20engag%C3%A9es%20et%20r%C3%A9flexives&f=false
- Loukes, K. A., Ferreira, C., Gaudet, J. C., & Robidoux, M. A. (2021). Can selling traditional food increase food sovereignty for First Nations in northwestern Ontario (Canada)? *Food and Foodways*, 29(2), 157-183. <https://doi.org/10.1080/07409710.2021.1901385>
- Majid, K., & Grier, S. (2010). The Food Mail Program: "When Figs Fly" - Dispatching Access and Affordability to Healthy Food. *Social Marketing Quarterly*, 16(3), 78. <https://journals-sagepub-com.acces.bibl.ulaval.ca/doi/10.1080/15245004.2010.503009>
- Majoré, C., & Longboat, D. S. (2021). La souveraineté alimentaire autochtone comme outil de décolonisation. *Revue Possibles*, 43(2), 10. <https://revuepossibles.ojs.umontreal.ca/index.php/revuepossibles/article/view/108>
- Malli, A., Monteith, H., Hiscock, E. C., Smith, E. V., Fairman, K., Galloway, T., & Mashford-Pringle, A. (2023). Impacts of colonization on Indigenous food systems in Canada and the United States: a scoping review. *BMC Public Health*, 23(1), 2105. <https://doi.org/10.1186/s12889-023-16997-7>
- Martin, N., Garcia, A. C., & Leipert, B. (2010). Photovoice and its potential use in nutrition and dietetic research. *Canadian journal of dietetic practice and research : a publication of Dietitians of Canada = Revue canadienne de la pratique et de la recherche en diététique : une publication des Diététistes du Canada*, 71(2), 93-97. <https://dcjournal.ca/doi/abs/10.3148/71.2.2010.93>
- Martin, T. (2013). Normativité sociale et normativité épistémologique. La recherche en milieu autochtone au Canada et dans le monde anglo-saxon. *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*(1), 135-152. <https://journals.openedition.org/socio/291>
- Maudrie, T. L., Colón-Ramos, U., Harper, K. M., Jock, B. W., & Gittelsohn, J. (2021). A Scoping Review of the Use of Indigenous Food Sovereignty Principles for Intervention and Future Directions. *Current Developments in Nutrition*, 5(7), nzab093. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzab093>
- Morrison, D. (2008). *B.C. Food Systems Network Working Group on Indigenous Food Sovereignty. Final Activity Report. Prepared for: Provincial Health Services Authority – Community Food Action Initiative, Interior Health – Community Food Action Initiative & the B.C. Food Systems Network – Working Group on Indigenous Food Sovereignty*. Retrieved from https://www.indigenousfoodsystems.org/sites/default/files/resources/WGIFS_Final_Report_March_08.pdf
- Morrison, D. (2011). *Indigenous food sovereignty—A model for social learning*. In: H. Wittman, A.A. Desmarais and N. Wiebe, eds. *Food sovereignty in Canada: creating just and sustainable food systems*. Halifax: Fernwood Publishing, pp. 97-113 <https://www.indigenousfoodsystems.org/content/indigenous-food-sovereignty-model-social-learning>
- Mucioki, M., Hoover, E., Sowerwine, J., Johnson-Reyes, K., Redhouse, L., & Cornelius, D. (2022). Native American agriculture and food systems: Challenges and opportunities presented by the COVID-19 pandemic. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 121-137. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2022.113.013>
- Naylor, J. (2019). *Assessing the Effect of Food Retail Subsidies on the Price of Food in Remote Indigenous Communities: A Case Study of the Nutrition North Canada Subsidy Program* [University of Guelph]. <https://atrium.lib.uoguelph.ca/server/api/core/bitstreams/0c7ae5b9-6da3-4eda-afe8-c7c37a3bc4ea/content>
- Naylor, J., Deaton, B. J., & Ker, A. (2020). Assessing the effect of food retail subsidies on the price of food in remote Indigenous communities in Canada. *Food Policy*, 93. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101889>
- Ninacs, W. A. (2003). « L'empowerment et l'intervention sociale ». Retrieved from <https://bv.cdeacf.ca/EA/PDF/1159.pdf>
- Ninacs, W. A. (2008). *Empowerment et intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité*. Les Presses de l'Université Laval.
- Office québécois de la langue française. (2016). *Fiche terminologique : appropriation culturelle*. Retrieved from http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26542525.

- Osterhammel, J. (2010). « Colonialisme » et « Empires coloniaux ». *Labyrinthe*(35), 57-68. <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.4083>
- Pal, S., Haman, F., & Robidoux, M. A. (2013). The Costs of Local Food Procurement in Two Northern Indigenous Communities in Canada. *Food and Foodways*, 21(2), 132-152. <https://doi.org/10.1080/07409710.2013.792193>
- Papillon, M. (2018). Peut-on décoloniser le Canada? *Arel-Bundock et al.(eds), La politique en questions*, 2, 54-62. https://scholar.google.com/scholar?hl=en&as_sdt=0%2C5&q=Peut-on+d%C3%A9coloniser+le+Canada%3F&btnG=
- Parent, É. (2021). Food Is Power : agriculture, jardins et réconciliation avec les Cris de Chisasibi. *Les Cahiers du CIÉRA*(19), 16-41. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1077728ar>
- Parent, É. (2023). *Souveraineté alimentaire chez les Atikamekw d'Obedjiwan. [rapport]. Centre d'innovation sociale en agriculture.*
- Parent, É., Beaulieu, G., Charbonneau, A., Courchesne, S., Roy, A., Touchette, I., & Laniel, S. (2023). Approche agricole de la souveraineté alimentaire à Opitciwan. *Revue d'études autochtones*, 52(1-2), 97-111. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1105918ar>
- Parent, É., Beaulieu, G., Lair, R., Charbonneau, A., & Riel, C. (2021). Vers une ferme nordique dans la communauté crie de Chisasibi : enjeux de la recherche participative en agriculture. In Delamour, C., Joncas, J. A., Bernard, D., Éthier, B., & Croce, F. (Dirs.), *Réalités et enjeux de la recherche collaborative en milieux autochtones = Kasalokada ta lagwosada* (pp. 199-224). Récupéré de <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4296587?docpos=10>
- Patel, R. C. (2012). Food Sovereignty: Power, Gender, and the Right to Food. *PLoS Medicine*, 9(6), e1001223. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001223>
- Pelletier, C. (2022). *Transmission des savoirs et des pratiques ethnobotaniques autochtones : étude de cas du bleuets (minic) auprès des Atikamekw Nehirowiskwewok (femmes Atikamekw) de Wemotaci. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.* Retrieved from <https://depositum.uqat.ca/id/eprint/1382/>
- Phoek, I. C. A., & Tjilen, A. P. (2019). Empowerment of Indigenous People in Local Wisdom for the Use of Indigenous Forest Management. *International Journal of Management and Human Science (IJMHS)*, 3(03), 32-38. <http://eprints.unmus.ac.id/527/>
- Picard, M.-C. (2015). Impacts des changements climatiques sur les Premières Nations du Québec. https://iddpnql.ca/wp-content/uploads/2018/06/Atlas-CC_FINAL_2015.pdf
- Pingault, N., Caron, P., Kalafatic, C., Allahoury, A., Fresco, L. O., Kennedy, E., Khan, M., Kliksberg, B., Mei, F., & Murphy, S. (2017). Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. <https://agritrop.cirad.fr/604475/1/604475.pdf>
- Poirier, S. (2014). Atikamekw Kinokewin, « la mémoire vivante » : bilan d'une recherche participative en milieu autochtone. *Recherches amérindiennes au Québec*, 44(1), 73-83. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1027881ar>
- Power, E. M. (2008). Conceptualizing food security for Aboriginal people in Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 99, 95-97. <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/BF03405452.pdf>
- Rastoin, J.-L. (2016). Les systèmes alimentaires territorialisés: enjeux et stratégie de développement. *Journal Resolis*, 7, 12-18. <https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/files/2017/10/A4-RESOLIS.pdf>
- Ray, L., Burnett, K., Cameron, A., Joseph, S., Leblanc, J., Parker, B., Recollet, A., & Sergerie, C. (2019). Examining Indigenous food sovereignty as a conceptual framework for health in two urban communities in Northern Ontario, Canada. *Global Health Promotion*, 26(3_suppl), 54-63. <https://doi.org/10.1177/1757975919831639>
- Reading, C. L., & Wien, F. (2009). *Inégalités en matière de santé et déterminants sociaux de la santé des peuples autochtones. Prince George (C.-B.) : Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.* Retrieved from <https://www.ccnsa-nccah.ca/docs/determinants/RPT-HealthInequalities-Reading-Wien-FR.pdf>
- Reading, J. (2009). *Les déterminants sociaux de la santé chez les Autochtones : Approche fondée sur le parcours de vie. Sein. Ottawa: Sous-comité sénatorial sur la santé de la population.* Retrieved from <https://sencanada.ca/content/sen/Committee/402/popu/rep/appendixAJun09-f.pdf>
- Réseau pour une alimentation durable. (2008). *Souveraineté alimentaire autochtone.* Retrieved from <https://foodsecurecanada.org/fr/ressources-et-nouvelles/bulletins-de-nouvelles-actuels/1-souverainete-alimentaire-autochtone>
- Robin, T. (2019). Our Hands at Work: Indigenous Food Sovereignty in Western Canada. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 1-15. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2019.09b.007>
- Robin, T. (2022). Food as relationship: indigenous food system and well being. In Leeuw, S. de, Stout, R., Larstone, R., & Sutherland, J (Dirs.). Introduction to Determinants of First Nations, Inuit, and Métis Peoples' Health in Canada. (pp. 26-36). Canadian Scholars' Press. *Introduction to Determinants of First Nations, Inuit, and Métis Peoples' Health in Canada*, 25. [https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=4LWEEAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA25&dq=Robin,+T.+\(2022\).+food+as+relationship:+indigenous+food+system+and+well+being&ots=14Q6mv5jQw&sig=FehUQPVQMy-5FY9r-Bxw833lKeXM#v=onepage&q=Robin%2C%20T.%20\(2022\).%20food%20as%20relationship%3A%20indigenous%20food%20system%20and%20well%20being&f=false](https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=4LWEEAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA25&dq=Robin,+T.+(2022).+food+as+relationship:+indigenous+food+system+and+well+being&ots=14Q6mv5jQw&sig=FehUQPVQMy-5FY9r-Bxw833lKeXM#v=onepage&q=Robin%2C%20T.%20(2022).%20food%20as%20relationship%3A%20indigenous%20food%20system%20and%20well%20being&f=false)

- Robin, T., Rotz, S., & Xavier, A. (2023). *Indigenous Food Sovereignty in Ontario: - A Study of Exclusion at the Ministry of Agriculture, Food & Rural Affairs. A Yellowhead Institute Special Report*. Retrieved from <https://yellowheadinstitute.org/wp-content/uploads/2023/04/OMAFRA-YI-Report-April-2023.pdf>
- Roy, B. (2002). Sang sucré, pouvoirs codés, médecine amère : diabète et processus de construction identitaire : les dimensions socio-politiques du diabète chez. Presses de l'Université Laval (Sainte-Foy, Québec) ISBN : 2763779174.
- Roy, S. (2021). Comprendre l'évolution des enjeux autochtones au Canada. https://sencanada.ca/media/367955/comprendre_levolution_des_enjeux_autochtones_au_canada_fr_complet.pdf
- Rudolph, K. R., & McLachlan, S. M. (2013). Seeking Indigenous food sovereignty: origins of and responses to the food crisis in northern Manitoba, Canada. *Local Environment*, 18(9), 1079-1098. <https://doi.org/10.1080/13549839.2012.754741>
- Sampson, D., Cely-Santos, M., Gemmill-Herren, B., Babin, N., Bernhart, A., Bezner Kerr, R., Blesh, J., Bowness, E., Feldman, M., Gonçalves, A. L., James, D., Kerksen, T., Klassen, S., Wezel, A., & Wittman, H. (2021). Food Sovereignty and Rights-Based Approaches Strengthen Food Security and Nutrition Across the Globe: A Systematic Review [Systematic Review]. *Frontiers in sustainable food systems*, 5. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2021.686492>
- Settee, P., & Shukla, S. (2020). *Indigenous food systems: Concepts, cases, and conversations*. Canadian Scholars. <https://books.google.ca/books?hl=fr&lr=&id=0ZPODwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=Indigenous+food+systems:+Concepts,+cases,+and+conversations&ots=JG02I9XD-nZ&sig=9FjTSSI-djIMMEGWBfukjWLGucY#v=one-page&q=Indigenous%20food%20systems%3A%20Concepts%2C%20cases%2C%20and%20conversations&f=false>
- Shukla, S., & Settee, P. (2020). Synthesis: revitalizing the past, nourishing the present, and feeding the future. *Indigenous food systems: concepts, cases, and conversations*, 269-284. https://books.google.ca/books?hl=en&lr=&id=0ZPODwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PA269&dq=indigenous+food+systems+are+seen+as+a+sacred+gift+from+the+Creator+&ots=JG00H-bVHo3&sig=-dAd5O_pu2MMe5h1OxRN99e739s#v=one-page&q=indigenous%20food%20systems%20are%20seen%20as%20a%20sacred%20gift%20from%20the%20Creator&f=false
- Simard-Veillet, M. (2015). « Obligation de consulter et d'accommoder : vers un empowerment autochtone? : le cas des Atikamekw Nehirowisiwok au Québec » Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en science politique. Retrieved from <https://archipel.uqam.ca/8208/1/M14098.pdf>
- Smith, A. P. (2020). Land, Language, and Food Literacy: Co-Creating a Curriculum at Lach Klan School with Gitxaala Nation. *Collaborative Anthropologies*, 13(1), 46-76. <https://par.nsf.gov/servlets/purl/10192104>
- Smith, L. T. (2021). *Decolonizing methodologies : research and indigenous peoples* (Third edition. ed.). Zed Books. <https://doi.org/10.5040/9781350225282>
- Smith, T. (2022). *Forest management and conservation governance in relation to Indigenous Food Sovereignty with the Lilwat First Nation in British Columbia, Canada* (Thèse de doctorat, The University of British Columbia). Retrieved from <https://open.library.ubc.ca/media/stream/pdf/24/1.0415891/4>
- Snook, J., Cunsolo, A., Borish, D., Furgal, C., Ford, J. D., Shiwak, I., Flowers, C. T. R., & Harper, S. L. (2020). "We're Made Criminals Just to Eat off the Land": Colonial Wildlife Management and Repercussions on Inuit Well-Being. *Sustainability*, 12(19). <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/19/8177>
- Sonia, D. W., Meagan Ann, F. O. H.-G., Michael, A. R., & Courtney, W. M. (2016). Land-Based programs in the Northwest Territories: Building Indigenous food security and well-being from the ground up. *Canadian Food Studies*, 3(2). <http://dx.doi.org/10.15353/cfs-rcea.v3i2.161>
- Statistique Canada. (2019). *Embonpoint et obésité chez les adultes, 2018*. Retrieved from <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2019001/article/00005-fra.htm>
- Tarasuk, V., Fitzpatrick, S., & Ward, H. (2010). Nutrition inequities in Canada. *Applied physiology, nutrition, and metabolism = Physiologie appliquee, nutrition et metabolisme*, 35(2), 172-179. <https://doi.org/10.1139/H10-002>
- Tarasuk, V., Li, T., & St-Germain, A.-A. F. (2022). *Household food insecurity in Canada, 2021. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF)*. Retrieved from <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2022/08/Household-Food-Insecurity-in-Canada-2021-PROOF.pdf>
- Thambinathan, V., & Kinsella, E. A. (2021). Decolonizing Methodologies in Qualitative Research: Creating Spaces for Transformative Praxis. *International Journal of Qualitative Methods*, 20, 16094069211014766. <https://doi.org/10.1177/16094069211014766>
- Thibaut, A., & Vigneron, S. (2022). Les conseils de politiques alimentaires : définition, raison d'être et balises méthodologiques. https://www.canopea.be/wp-content/uploads/2022/05/CPA_recommandation_final.pdf
- Thompson, S., Gulrukh, A., Ballard, M., Beardy, B., Islam, D., Lozeznik, V., & Wong, K. (2011). Is Community Economic Development Putting Health Food On the Table? Food Sovereignty in Northern Manitoba's Aboriginal Communities. *Journal of Aboriginal Economic Development*, 7(2), 14-39. <https://www.proquest.com/docview/2761236903?accountid=12008&parentSessionId=L82p8tBrSraeAarfd9Go78low4p-JuM%2FJ%2FfvK45enVgs%3D&sourcetype=Scholarly%20Journals>

- Tremblay, J.-F. (2000). Analyse structurale des relations de pouvoir entre acteurs : le cas des Atikamekw, des Montagnais et des gouvernements. [https://www.chaire-conditionautochtone.fss.ulaval.ca/doc/Memoir/These-Jean-Francois-Tremblay-2000\(1\)-01-02-01.pdf](https://www.chaire-conditionautochtone.fss.ulaval.ca/doc/Memoir/These-Jean-Francois-Tremblay-2000(1)-01-02-01.pdf)
- Tremblay, M.-C. (2022). La double perspective en recherche en santé autochtone: une approche participative et décolonisatrice. In C. Loignon, B. Godrie, S. Dupéré, & L. Gervais (Eds.), *Recherches participatives et équité en santé*. (pp. 155–168). Québec : Les Presses de l'Université Laval. *Recherches participatives et équité en santé*, 155. <https://muse-jhu-edu.acces.bibl.ulaval.ca/book/101074>
- Tuck, E., & Yang, K. W. (2012). Decolonization is not a metaphor. *Education & Society* 1, (1), 1-40. <https://clas.osu.edu/sites/clas.osu.edu/files/Tuck%20and%20Yang%202012%20Decolonization%20is%20not%20a%20metaphor.pdf>
- Vanessa Udy (2015). « L'appropriation du patrimoine culturel autochtone: examen des avantages et inconvénients du régime de propriété intellectuelle au Canada », 27 CPI 849. En ligne : <https://www.lescpic.ca/s/124>.
- Vijayan, D., Ludwig, D., Rybak, C., Kaechele, H., Hoffmann, H., Schönfeldt, H. C., Mbwana, H. A., Rivero, C. V., & Löhr, K. (2022). Indigenous knowledge in food system transformations. *Communications Earth & Environment*, 3(1). <https://doi.org/10.1038/s43247-022-00543-1>
- Wendimu, M. A., Desmarais, A. A., & Martens, T. R. (2018). Access and affordability of “healthy” foods in northern Manitoba? The need for Indigenous food sovereignty. *Canadian Food Studies / La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 5(2), 44-72. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v5i2.302>
- Willows, N. D., Veugelers, P., Raine, K., & Kuhle, S. (2009). Prevalence and sociodemographic risk factors related to household food security in Aboriginal peoples in Canada. *Public Health Nutrition*, 12(8), 1150-1156. <https://doi.org/10.1017/S1368980008004345>
- Wittman, H., Desmarais, A., & Wiebe, N. (2010). The origins and potential of food sovereignty. *Food sovereignty: Reconnecting food, nature and community*, 1-14. <https://fernwoodpublishing.ca/files/foodsovereignty.pdf>
- Yung, K., & Neathway, C. (2020). Community Champions for Safe, Sustainable, Traditional Food Systems. *Current Developments in Nutrition: Supplement 1*, 4, 49-52. <https://doi.org/10.1093/cdn/nzz119>
- Zimmermann, S., Dermody, B. J., Theunissen, B., Wassen, M. J., Divine, L. M., Padula, V. M., Von Wehrden, H., & Dorresteyn, I. (2023). A leverage points perspective on Arctic Indigenous food systems research: a systematic review. *Sustainability Science*. <https://doi.org/10.1007/s11625-022-01280-2>

